l'unité

N° 352 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 5-11 octobre 1979

P.s.o.e. : un parti qui se porte bien

Le milliard de Chirac

Le dossier de la télématique



Sygma

L'ère de la guerre fraîche

Les habits neufs de Giscard

PAR GUY PERRIMOND

LA majorité « bouge ». Venant contredire le peu d'espoir qu'une partie de la gauche affiche, la droite, sensible aux mouvements profonds du corps électoral, prépare activement la prochaine échéance électorale. Car, à l'Elysée, on sait prendre la mesure d'un sondage, peser un résultat électoral, aussi minime soit-il. Pour durer, il y a longtemps que l'on a appris, du côté du Pouvoir, à changer. Ou plus exactement à produire une image compatible avec chaque situation.

Le new-look hâtif et hésitant du R.p.r. n'est qu'un signe — mais ce n'est pas le moins intéressant — de ces adaptations. Du côté de l'Elysée, elles sont peut-être moins brutales, Valéry Giscard d'Estaing préférant visiblement utiliser les touches successives aux changements de cap un peu trop brusques, mais elles n'en sont pas moins importantes. Et il serait stupide, sous prétexte que tout cela se passe « dans l'autre camp » de ne pas chercher à comprendre. Car ce qui se met en place n'est que le début d'une longue campagne électorale.

Valéry Giscard d'Estaing a, visiblement, une ambition : être le premier président de la République française à « tenir » deux mandats pleins. Il a, pour lui, l'avantage de l'âge, une image jusqu'ici rassurante et suffisamment conformiste pour séduire. Il a contre lui la crise, son incapacité à fédérer la majorité et surtout une gauche puissante — électoralement — malgré sa division.

Partant de là, les derniers discours des responsables de la majorité, les rumeurs qui remplacent depuis longtemps le débat démocratique, prennent tout leur sens. Que dit-on « du côté d'en face » ?

Tout d'abord on ne parle plus « d'ouverture » mais de « consensus ». C'est que « l'ouverture » s'adressait — erreur de taille — à une force politique, le P.s., qui ne cessait d'affirmer son ancrage à gauche. Elle pouvait donner lieu à de beaux discours, mais ne pouvait pas avoir de suite. Elle restait monologue, un monologue sans fruits. Le « consensus » a, aux yeux du président de la République, quelques avantages. Il mélange partis et électeurs, syndicats et patrons. Cette version élargie des « majorités d'idées », jamais praticables mais toujours promises, a de surcroît, aux yeux de Valéry Giscard d'Estaing, un avantage majeur. Elle tend à effacer le P.s., son réel concurrent, à l'englober dans une France molle, inquiète et résignée. Affinant son centrisme en reprenant ici ou là une petite phrase, une proposition concrète transformée aussitôt en intention, il tente de convaincre toute une partie de l'électorat qu'il pourrait, lui aussi, être une « réformateur ».

Conséquence directe de cette tentative, il lui faut redonner au P.c. un rôle majeur. Et l'on va retrouver dans les mois qui viennent la vieille tentation gaulliste, si bien exprimée par Malraux : « Entre le P.c. et nous il n'y a rien. » Le seul ennui c'est que cette affirmation est fausse, qu'entre le P.c. et la droite il y a le P.s., un P.s. qui fait le poids, existe, tient la route. Le prési-

(Suite en page 2)

L'éditorial de Claude Estier

Tous contre un



Sous le titre « Restons à Paris », René Piquet a longuement répondu dans « l'Humanité » à mon éditorial de la semaine dernière qui mettait en relief la différence de comportement des communistes français et italiens à l'égard des socialistes. Réponse qui n'est qu'une piètre diversion, puisque son auteur préfère mettre en cause, en les déformant, les positions prises par le groupe socialiste à Strasbourg plutôt que de répondre à la question que je posais : pourquoi les communises italiens acceptent-ils, face à la droite, de mettre en sourdine leurs divergences avec le P.s.i. alors que les dirigeants communistes français continuent à prendre le P.s. pour cible privilégiée, servant ainsi de façon évidente les intérêts de la droite ?

Sans doute n'y a-t-il pas aujourd'hui de réponse à cette question si ce n'est dans la volonté obstinée du P.c. de reconquérir la première place à gauche, ce qui suppose de tout mettre en œuvre pour tenter d'affaiblir le P.s., même si cela doit avoir pour conséquence de consolider le pouvoir giscardien.

Nous l'avons déjà maintes fois souligné : le Parti socialiste, parce qu'il est la seule force capable de conduire à de véritables changements dans la société française, gêne toutes les puissances en place : le président de la République, le gouvernement, les partis conservateurs, le patronat, les grandes féodalités économiques, les médias... le Parti communiste. D'où les attaques directes ou indirectes, grossières ou subtiles, mais toujours convergentes contre le Parti socialiste et d'abord contre celui qui l'incarne le mieux aux yeux de l'opinion, son Premier secrétaire François Mitterrand.

Il est triste que ces attaques, dont on peut comprendre la signification quand elles viennent de l'extérieur, paraissent parfois relayées de l'intérieur du Parti. Alors que, par exemple, le débat sur le « projet » s'est déroulé devant le Comité directeur dans une atmosphère que chacun a qualifiée de sereine, était-il nécessaire qu'un membre du Bureau exécutif entonne le jour même sur des ondes périphériques le chant des sondages qui tendent à peser du dehors sur le choix que les socialistes, le moment venu, feront librement de leur candidat à l'élection présidentielle de 1981 ?

J'ai apprécié à cet égard l'affirmation très nette de Pierre Mauroy — avec qui je me trouvais dimanche à Lille à la Fête de la Fédération du Nord — selon laquelle « ce ne sont pas les sondages qui feront la loi au Parti socialiste ». Puissent, en effet, les uns et les autres comprendre que, face à la formidable coalition dirigée contre lui, le Parti a besoin plus que jamais de son unité et de sa cohésion. C'est l'appel unanime des militants, à quelque courant qu'ils appartiennent. Cela n'empêche pas le débat — même vif — en son sein. Celui qui se poursuit sur le projet est à cet égard exemplaire, car il porte sur de vrais problèmes et sur les réponses à apporter aux grandes préoccupations des Français. Mais il est essentiel que ne viennent pas s'y mêler à nouveau des querelles d'hommes et des compétitions qui ne sont pas de saison. Les pressions extérieures vont se multiplier pour tenter de créer la confusion. A nous de savoir faire front. ●

P.S. : Nous reviendrons la semaine prochaine sur le séjour qu'une délégation de l'Internationale socialiste — dont faisait partie Lionel Jospin — vient de faire à Moscou pour discuter avec les dirigeants soviétiques des problèmes de désarmement. C'était la première visite en U.r.s.s. d'une délégation de l'Internationale socialiste. La chaleur de l'accueil qu'elle y a reçu, de la part de Leonid Brejnev lui-même, n'est évidemment pas sans signification dans le contexte international actuel.

SUITE DE LA PAGE 1

dent de la République et Georges Marchais savent, l'un et l'autre, que le réel ne correspond pas à leur discours. Mais peu leur importe. L'un et l'autre voudraient laminer un adversaire ou un concurrent gênant, l'un en tentant de le faire oublier, l'autre en le déclarant complice du premier. Jeu étrange et dangereux, jeu de la dernière chance ?...

Dans le même temps, le président de la République pense « aux siens ». Et tout d'abord à se démarquer en temps utile de son actuel Premier ministre. Non qu'il soit en désaccord avec la politique de son gouvernement : ce n'est après tout que celle qu'il a voulue ! Mais pourquoi le candidat Valéry Giscard d'Estaing aurait-il à supporter la mauvaise image du Premier ministre du président ? De plus, comme l'année 1980 risque fort de ne pas être meilleure que 1979 — tous les conjoncturistes annoncent une nouvelle croissance du chômage et un taux d'inflation supérieur à 10 % —, il faudra bien que le candidat fasse quelque chose, prenne des initiatives. Et celles-ci ne pourront pas être assumées par un Premier ministre, imbu de lui-même, qui ne cesse de répéter qu'il n'est pas possible, même dans les détails, de suivre une autre politique que la sienne. C'est cela qui explique le discours-testament que Raymond Barre a prononcé à Vittel la semaine dernière. Mais que celui-ci quitte Matignon, dans un mois ou dans six, ne change au fond pas grand-chose. Il appartiendra au P.s. de rappeler que le premier responsable de la politique suivie depuis 1974 est le président de la République et non pas le premier de ses exécutants.

Aux yeux de Valéry Giscard d'Estaing, un éloignement éventuel de Raymond Barre a d'autres avantages. Il sait qu'à un moment ou à un autre il lui faudra mieux qu'aujourd'hui prendre en compte les aspirations de l'électorat gaulliste sous peine d'en voir une fraction se détourner de lui. Cela nous promet de belles déclarations et quelques empoignades.

Dans ce va-et-vient, le P.s., n'en déplaise aux uns et aux autres, demeure le seul point fixe de la politique française. Lui seul n'a pas à avancer masqué, à se trahir. Lui seul peut continuer à parler vrai. Peut-être faudrait-il d'ailleurs qu'il parle plus fort et plus haut. Car il est le seul à ne pas avoir besoin de changer pour se maintenir ou progresser. Et les silences et les attaques complémentaires de l'Elysée et de la Place du Colonel-Fabien montrent bien que s'il existe aujourd'hui un parti rassembleur, offrant aux Français une alternative valable, c'est bien le P.s. A côté de cela, les subtilités de Valéry Giscard d'Estaing semblent de peu de poids. Mais à une seule condition : que les militants socialistes comprennent les raisons — fussent-elles dérisoires — de ce nuage de fumée et en tiennent compte. Et qu'ils affirment et prouvent qu'une autre politique est possible. ●

Mardi 16 octobre
au Pavillon de Paris
porte de Pantin
grand meeting
du Parti socialiste
A 18 h 30 : Mort Schuman
A 20 h 30 : François Mitterrand
Entrée libre

Nos lecteurs ont la parole

OUI, MAIS...

Les propositions du P.s. concernant l'I.v.g. répondent-elles à l'attente des hommes et des femmes de ce pays ? Nous le pensons, mais cependant avec un certain nombre de réserves.

Nous approuvons pleinement les propositions socialistes en ce qui concerne les points suivants :

— La suppression de l'interdiction d'informer sur l'I.v.g., avec, en particulier :

* la création des centres d'orthogénie envisagés au titre premier (art. 2 à 4), avec l'obligation renforcée pour les établissements qui pratiquent l'I.v.g. d'informer sur la contraception ;

* l'extension de l'information aux établissements scolaires et de formations diverses, ainsi qu'aux associations spécialisées (titre II).

— La suppression des restrictions pour les étrangères (titre IV, art. 14).

— Le maintien de la clause de conscience (art. 18) pour tout personnel concerné par l'I.v.g., à condition que cette clause de conscience ait un caractère exclusivement personnel, et, ce faisant, ne puisse pas entraver le fonctionnement des services d'I.v.g.

En revanche, nous formulons de sérieuses réserves sur les points suivants.

— La question des délais (cf. titre IV, art. 16) :

Le P.s. prévoit l'avortement libre jusqu'à la quatorzième semaine de grossesse.

Cette proposition nous paraît entraîner le risque de voir diminuer le nombre des médecins acceptant de pratiquer l'I.v.g., et, également, le risque de prêter le flanc à une certaine critique conservatrice et démagogique.

Il semble que, actuellement, vu l'état des pratiques et des connaissances médicales, dépasser le délai de dix semaines de grossesse expose la femme à davantage de complications et comporte plus de risques.

Les dix semaines (qui peuvent être comptées à partir de l'aménorrhée et correspondre alors, de fait, à douze semaines de grossesse) doivent être considérées comme un temps « raisonnable », impliquant un minimum de risques.

Au-delà de ces dix semaines, la procédure de l'avortement thérapeutique est nécessaire.

— Le problème des mineures : c'est certainement le problème le plus difficile et le plus délicat.

Supprimer l'autorisation parentale, purement et simplement, c'est déposséder la mineure d'un soutien souvent nécessaire, et, du reste, cette autorisation paraît accordée dans la majorité des cas.

Il est des cas litigieux où cette autorisation paraît impossible. C'est alors justement qu'on ne peut envisager de laisser seule la mineure supporter le poids de cette décision. Le problème n'est pas seulement celui d'une autorisation, mais d'un soutien à offrir, d'une prise en charge, morale et physique, par un tiers.

Le choix de ce tiers pourrait être fait, alors, selon le cas et les circonstances. (D.d.a.s.s., Centre de planification, parents proches...)

— Remboursement :

Pourquoi l'I.v.g. serait-elle remboursée à 100 % ? Il s'agit d'un acte médical qui, au même titre que les autres, justifie un remboursement normal avec ticket modérateur, quitte à ce qu'une aide sociale complémentaire soit automatiquement prévue pour les cas spéciaux (mineures, chômeuses, émigrées...).

L'urgence et la nécessité de cette loi ne doivent pas privilégier l'I.v.g. par rapport aux autres actes médicaux.

— Pratique de l'I.v.g. (cf. art. 20) :

Il n'y a pas d'acte médical mineur et l'I.v.g. ne peut être pratiquée que par des médecins.

La pratique d'une I.v.g., même avant la douzième semaine, entraîne la responsabilité du praticien à l'égard de toutes les suites possibles de cet acte. Seul un médecin peut l'assumer.

(Christiane MONTEIL, Jean MATOUK, Marion MATOUK, Jacques MONTEIL, Jacqueline THIBON, René THIBON)

LE VRAI CRIME

Les droits de l'homme, ce sont aussi ceux de la femme, et ils passent avant tout ce qui n'a qu'une vie embryonnaire !

Non ! Empêcher un embryon de se développer n'est pas un crime ! Le vrai crime, celui contre la liberté, c'est d'imposer la naissance d'un enfant non désiré, c'est falsifier la capacité qu'a maintenant l'homme de décider et de réaliser l'acte le plus merveilleux de la vie ! Une naissance apportera d'autant plus de joie aux parents et d'autant plus de bonheur à l'enfant qu'elle sera désirée avec amour. Le vrai crime, celui contre la vérité, c'est de faire croire à de pauvres gens que l'embryon, est une véritable vie humaine...

L'interruption volontaire de grossesse n'est pas un acte anodin, ni physiquement, ni moralement. Ce n'est pas la voie de la facilité ; elle n'est réjouissante pour personne : ni pour la femme, ni pour son partenaire masculin, ni pour le médecin. Il n'existe aucun partisan inconditionnel de l'avortement en tant que simple acte gratuit, ni moi, ni aucune femme au monde. Nos sociétés occidentales ont atteint un tel degré de développement que beaucoup de couples ne souhaitent que deux enfants, qu'ils ne les acceptent, c'est-à-dire qu'ils n'assument pleinement cette responsabilité, que lorsqu'ils les désirent réellement, au moment approprié, choisi en fonction d'un tas de données... C'est ce que j'appelle la civilisation !

(MAGNUSZEWSKI Pierre 62460 Divion)

Chères Antilles...

A la fin de sa session de la semaine dernière, l'Assemblée européenne a voté une résolution demandant l'accroissement de l'aide d'urgence de la Communauté aux îles de la zône des Caraïbes — notamment la Martinique et la Guadeloupe — qui ont été durement frappées par les cyclones David et Frédéric.

Au nom du groupe socialiste européen, Claude Estier est intervenu dans le débat pour souligner que les crédits débloqués par la Commission de Bruxelles, quelques jours après la catastrophe, pour appréciables qu'ils soient, étaient nettement insuffisants eu égard à l'étendue des dégâts : récoltes anéanties, installations portuaires détruites, dizaines de milliers de sans-abri, etc.

La première aide accordée par la Commission se monte à un million d'écus (près de six millions de francs) pour la Guadeloupe et la Martinique, trois cent mille écus pour l'île de la Dominique, associée à la C.e.e. et encore un million pour les pays tiers dont la république Dominicaine, qui a été particulièrement touchée par les cyclones.

Le porte-parole du groupe socialiste a vivement insisté pour que cette aide soit versée rapidement et ne le soit pas au compte-gouttes, ce qui en atténuerait singulièrement la portée.

Il faut savoir que si la Commission a pris sa décision de déblocage des crédits cinq jours seulement après la catastrophe, c'est seulement la semaine dernière que le gouvernement français lui a communiqué le compte spécial auquel devaient être versés les fonds. Dans un premier temps, Paris avait demandé que ceux-ci transitent par le ministère des Finances, ce que la Commission a refusé. Il est, en effet, arrivé à plusieurs reprises dans le passé que des fonds communautaires destinés aux Antilles françaises soient subtilisés au passage par le gouvernement français, qui les présentait ensuite aux populations guadeloupéenne et martiniquaise, de préférence à la veille des élections, comme le produit de sa propre sollicitude.

Cette mauvaise volonté du gouvernement explique qu'à la fin de la semaine dernière, les préfectures de la Martinique et de la Guadeloupe n'avaient encore versé aux sinistrés que des sommes dérisoires alors que le gouvernement de la Dominique, traitant directement avec la C.e.e., avait pu disposer immédiatement des sommes qui lui étaient allouées. Dans la mesure où il aura contribué à attirer l'attention sur ces étranges pratiques giscardiennes, le débat de Strasbourg n'aura pas été inutile pour les populations des Antilles françaises à nouveau cruellement éprouvées. ●

A.V.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Un projet de civilisation

L'œuvre du socialisme doit tendre à élargir nos espaces de liberté

PAR ANTOINE VIOLET

LE Comité directeur du Parti socialiste vient de consacrer deux journées entières à la discussion et à la mise au point du « projet » qui va être soumis dans les prochaines semaines à la discussion de l'ensemble des militants.

A partir du rapport introductif présenté par Jean-Pierre Chevènement — dans lequel on a retrouvé les différents éléments qui figuraient dans son interview à « l'Unité » de la semaine dernière — il s'est agi d'une discussion sérieuse, approfondie dont, une fois de plus, la « grande presse » n'a donné qu'un écho déformé, préférant réduire le débat à un prétendu affrontement entre François Mitterrand et Michel Rocard alors que celui-ci, qui était intervenu à propos du rapport d'activité présenté par Lionel Jospin, n'a pas pris la parole sur le projet !

Les quelque trente membres du Comité directeur qui se sont exprimés sur celui-ci ont fait valoir des points de vue certes différents, les uns, appartenant aux courants A et E, approuvant à la fois l'esprit et le contenu du texte Chevènement déjà sérieusement amendé en commission, les autres, représentant les deux courants minoritaires, énonçant à l'égard de ce texte une série de griefs et soutenant des amendements tendant soit, comme l'a demandé Pierre Mauroy, à en supprimer la première partie, « Comprendre », jugée par lui trop idéologique, soit à modifier ou à compléter certains passages des deux autres parties, « Vouloir » et « Agir ».

Au terme de ce long débat dont chacun a reconnu qu'il avait été serein et dépourvu d'agressivité, la majorité du Comité directeur a décidé de prendre en considération l'ensemble du texte présenté par Jean-Pierre Chevènement, dont elle approuve les orientations fondamentales. Etant entendu qu'un comité de rédaction regroupant les membres du Bureau exécutif et de la commission du projet va examiner dans les jours qui viennent l'ensemble des amendements déposés. Contrairement donc à certaines affirmations faisant état d'un « vote bloqué » ou d'une « situation figée », le débat demeure ouvert et le restera d'ailleurs tant qu'il n'aura pas été conclu par les militants eux-mêmes.

Dans le débat de ce week-end, l'intervention de François Mitterrand ou tout au moins la première partie de celle-ci s'est située volontairement à un autre niveau, dans la mesure où le Premier secrétaire, avant de défendre le texte actuel du projet et de répondre aux critiques qui lui sont faites, a voulu en définir la portée philosophique en la présentant comme un projet de civilisation. Ce sont les principaux passages de cete partie de son discours que nous publions ci-dessous.

Sygma



Michel Rocard et François Mitterrand, à Chartres lors de la journée des Parlementaires, vendredi dernier.

LE Parti socialiste perdrait son temps s'il n'avait pas l'ambition, rédigeant ce projet après l'avoir conçu, d'en faire comme une sorte de projet de civilisation. Vous me direz : civilisation pour dix ans ? Bien entendu, nous ne sommes pas des fondateurs de philosophie, de religion ou d'école de pensée... Nous arrivons au terme des grandes définitions, des grandes constructions du monde et cependant ce terme n'est pas encore tout à fait atteint. Les messages qui nous parviennent, ici et là, sont encore des parcelles de la pensée qui signifiera la construction de demain. Nous pouvons y contribuer. Voilà pourquoi j'appellerai notre projet « projet de civilisation » et d'abord pour la civilisation du temps qui vient. Si nous avons cet immense ambition, je suis convaincu que nous sommes capables tous ensemble d'y parvenir.

A la condition d'être d'accord sur la finalité. Alors quelle est notre finalité ? Si l'on devait résumer en quelques mots je dirai que l'œuvre du socialisme doit tendre à élargir nos espaces de liberté.

Pour élargir l'espace de liberté, combien y eut-il, à travers le temps, de grandes entreprises philosophiques ou religieuses ! Pour s'en tenir aux temps modernes, la pensée grecque, le Christianisme, la Réforme et par certains aspects la Contre-Réforme, sur le plan culturel toutes les voies de la Renaissance. Faudrait-il oublier l'apport de ce que l'on a appelé, indûment sans doute, le « Siècle des lumières ». Et enfin l'avènement de la Raison, l'homme capable de dominer l'ensemble des concepts, des réalités de la Nature, par la simple capacité de sa personnalité...

Les premiers fondateurs du socialisme, aussi différents qu'ils aient été, aussi opposés entre eux, que ce soit Marx ou Proudhon, ou Fourrier, ou combien d'autres, tous partaient de ce principe tout simple que puisqu'il fallait conquérir un espace de liberté, cette liberté se trouvait prisonnière quelque part, c'est-à-dire prisonnière de l'oppression économique, dans un certain rapport de production, dans un certain système de classe. C'était là qu'il fallait faire sauter le verrou faute de quoi on restait prisonnier...

Où sont aujourd'hui des espaces de liberté à conquérir ? Ou bien notre projet répondra à cette question et dans ce cas il sera reçu comme un grand événement de notre politique nationale, et peut-être au-delà, ou bien il n'y répondra pas et nul ne le reconnaîtra.

S'il y a un combat à travers toute l'humanité qui justifie l'engagement politique, en même temps que l'engagement personnel, religieux, ou spirituel, c'est celui qui refuse tout dogme qui serait maître du monde et des consciences. Bien sûr, cela n'empêche pas de reconnaître à d'autres le droit de servir des dogmes, dès lors qu'ils n'ont pas la prétention de les imposer par d'autres moyens que le libre débat.

Le refus de tout dogme maître du monde et des consciences c'est la seule façon de donner aux libertés un espace suffisant et en tout cas d'être d'accord dès le point de départ pour s'opposer à quiconque voudrait imposer à l'humanité, à notre société, quoi que ce soit qui ne soit une nouvelle conquête pour la liberté.

Où conquérir nos espaces de liberté ? D'abord naturellement sur le système en place et sur sa classe dominante. Nous sommes bien d'accord pour considérer qu'il existe une classe dominante qui tient sa force d'un certain système, de certaines structures économiques, de certains rapports de production et de la nature du profit. Cela a été dit longtemps avant nous, longtemps avant que le plus ancien d'entre nous soit né.

Face à ce système, il y a des espaces à conquérir sur sa croissance, sur son profit, sur ses agents, les multinationales, sur ses moyens de communication, sa radio, sa télévision, parfois même sur son système d'éducation et aussi sur son modèle culturel.

La ligne directrice est là. A partir d'elle nous verrons bien de quelle façon nous pourrons en traiter. Mais il faut voir qu'il y a aussi des espaces de liberté à conquérir sur le système marxiste-léniniste, par rapport à sa théologie, à son parti, à sa bureaucratie et à sa technostructure, et par rapport à son Goulag pris comme la forme la plus évidente d'une tragique et épouvantable déviation. Le mot « déviation » risquant lui-même d'être une erreur, car n'est pas déviation l'extrême fin d'une logique.

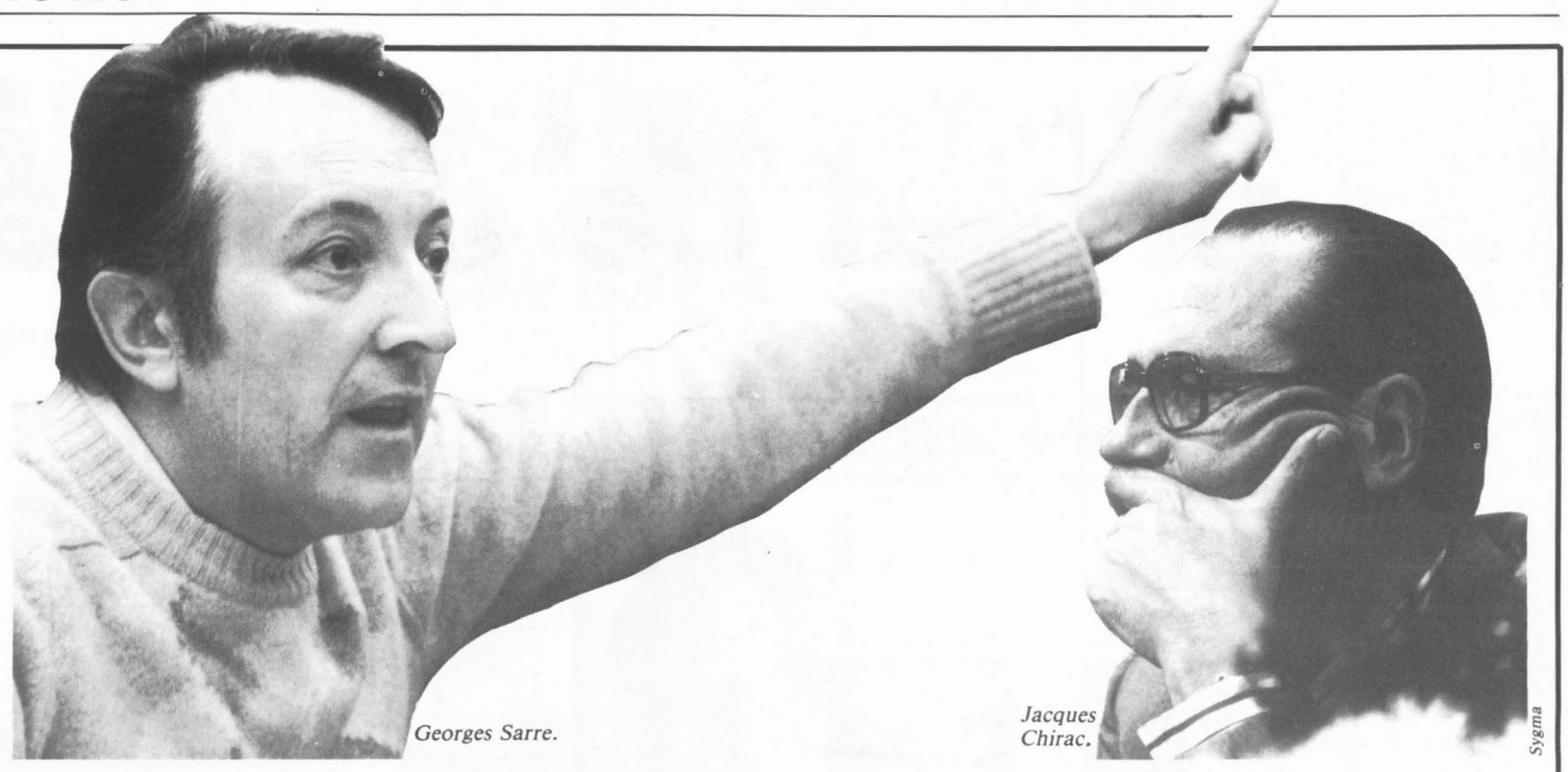
Il faut donc conquérir des espaces de liberté sur des systèmes en place... Il faut les conquérir sur ce que j'appellerai la marche du temps. Je pense aux superpuissances et à leur partage du monde, je pense à Yalta, je pense à la lutte pour les matières premières qui se trouvent dans le sol et dans le sous-sol des mers et des terres indépendamment des frontières idéologiques. Je pense au pouvoir et aux faiblesses de la démocratie, au poids des armes sur la marche du temps.

Il faut aussi conquérir des espaces de liberté sur le développement de la société industrielle, sur les contraintes de la science. Je pense à la ville, à ses matériaux, à ses structures, je pense aux équilibres naturels, de plus en plus détruits, je pense à toutes les applications éventuelles de la

Pascal Lebrun



Le Comité directeur du samedi 29 septembre.



Georges Sarre.

Jacques Chirac.

Sygma

La pelote de Chirac

Le maire de Paris aime prévoir ... fin 1982, son trésor de guerre s'élèvera à un milliard de francs !

PAR MICHELE KESPI

LE maire de Paris est un gestionnaire économe : fin 1982, la Ville disposera d'un petit trésor de guerre. Et le bas de laine de Jacques Chirac sera rempli de la coquette somme de un milliard de francs. De quoi faire plein de choses. Pas malhonnêtes d'ailleurs. Mais pratiques : avec cette réserve, on peut, par exemple, ne pas augmenter les impôts locaux l'année des élections... C'est toujours bien vu.

Dès le mois de juillet, le Parti socialiste a dénoncé ce scandale. Le 9, lors de la discussion sur le budget modificatif de fonctionnement de la Ville de Paris, Georges Sarre pose le problème : « Avec les élus du groupe socialiste nous nous sommes livrés à une petite enquête... Le maire propose de ramener de 116 à 86 millions les provisions pour dépense de personnel. Cette ponction porterait sur les crédits réservés aux créations d'emplois. » Réduction également pour le fonctionnement des services de mairie auxquels on enlève dix-sept millions. On tente de faire croire à des difficultés budgétaires sérieuses. Or, comme le fait remarquer Georges Sarre : « Avec deux cent cinquante millions de francs d'excédent contre deux cent sept seulement l'année précédente, il devient très difficile de considérer que la situation est tragique et appelle des restrictions. Le directeur des Finances et des Affaires économiques a même jugé la situation confortable. C'est pour tenter d'éviter la discussion sur cet aspect, pourtant essentiel, du débat que le maire a opposé une fin de non-recevoir à une demande du groupe socialiste tendant à prendre connaissance des résultats du compte de la Ville avant le 9 juillet. »

Le 24 septembre 1979, lors de la discussion et de l'adoption du budget, le groupe socialiste a fait le point avec précision. « Aujourd'hui, enfin, déclare Sarre, nous savons que l'excédent du compte pèse quatre cent quatre-vingt-trois millions. Le mystère est élucidé. Le trésor existe. « Ce trésor, Christian de La Malène avait ironisé sur son existence. Mais il n'est plus possible maintenant de s'en tirer par des pirouettes. Les chiffres sont là. On en arrive à un excédent budgétaire de quatre cent quatre-vingt-dix-huit millions au 31 décembre 1978. En 1979, la situation est encore meilleure : cinq cent trente-six millions de francs au 19 septembre 1979.

C'est, en fait, on le sait aujourd'hui une pelote qui croît allègrement depuis plusieurs années : deux cent sept millions fin 1977, soit 21 % d'augmentation par rapport aux cent soixante-dix millions de 1976, pour le seul budget de fonctionnement. En extrapolant, il y aura fin 1980 un excédent de fonctionnement de cent soixante-cinq millions, et fin 1982 un excédent de l'ordre d'un milliard. Soit de quoi couvrir, sans impôts nouveaux, le budget d'investissement de l'année électorale.

Car tout est là. En 1978, les impôts fixes ont été augmentés de 6 %. En 1979, les dépenses ont été réduites de cent quarante-sept millions. Là-dessus on apprend que les comptes de la Ville dégagent, pour l'année 1978, un excédent considérable : la moitié du budget d'investissement ou encore 10 % de la pression fiscale. « Pourquoi, interroge Georges Sarre, le maire de Paris n'a-t-il pas utilisé cette somme pour limiter les sacrifices demandés aux Parisiens ? Une seule explication : l'électoralisme. » ●

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta
75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

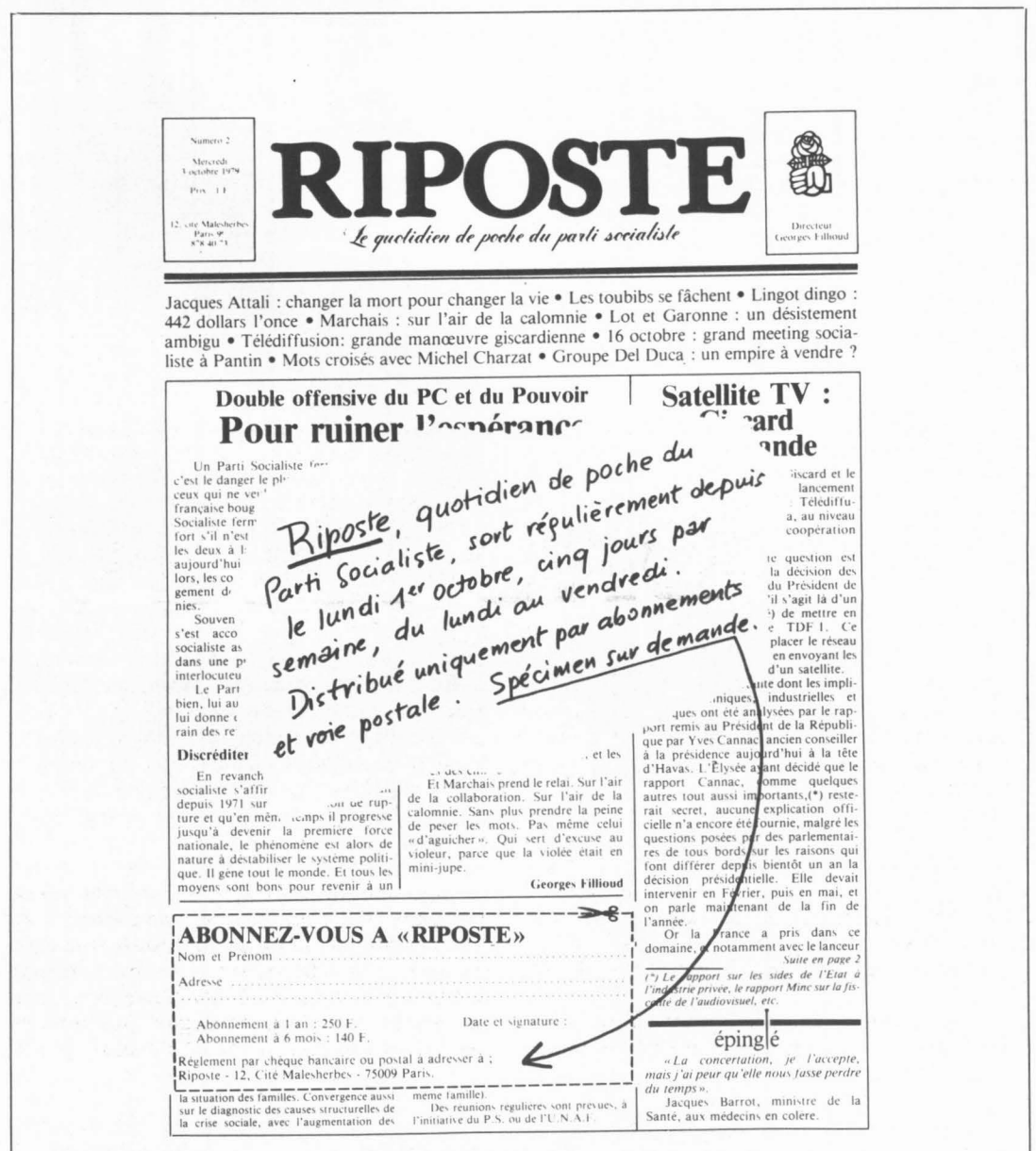
Date Signature

biologie, de l'informatique, pris comme exemples de tout ce que peut représenter l'arrivée massive dans notre vie quotidienne des techniques dérivées des sciences.

Enfin, nous avons des espaces de liberté à conquérir sur nous-mêmes. C'est pourquoi il existe des institutions. La démocratie politique est un acquis institutionnel qui permet de parer à ce qui est dans la nature de l'homme, qui permet d'établir certaines harmonies et d'exercer certains contrôles afin que nul n'use de sa liberté pour détruire celle des autres. Nous savons bien qu'en nous-mêmes existe le danger mortel pour tout développement de la liberté. Que de fois vous ai-je dit, paraphrasant Thucydide : tout homme va toujours au bout de son pouvoir. C'est vrai pour nous comme pour les autres. Et si nous n'allons pas au bout de notre pouvoir c'est parce que nous avons une éducation, une adhésion qui nous contraignent, c'est parce que nous avons des règles qui nous sont communes. Il en va de même de toute société. C'est cela la démocratie politique.

Mais pour nous, socialistes, il faut encore aller plus loin. Conquérir des espaces de liberté, c'est aussi lutter contre des traditions parfois millénaires et qui ne tiennent pas à un système plutôt qu'à un autre. Je pense, par exemple, aux relations de l'homme et de la femme, qui tiennent pour l'essentiel à un ensemble de données que nous avons parfaitement analysées dans le cadre de la lutte des classes. La femme n'a pas à se séparer de l'homme dans ce combat-là. Et pourtant au Parti socialiste comme ailleurs on se trouve toujours affronté au problème de savoir quelle est véritablement la place de la femme. Et bientôt, certains sont en avance sur nous, nous tiendrons le même raisonnement par rapport à l'enfant.

Voilà, chers camarades, rapidement énoncé de quelle façon je comprends le projet et pourquoi en dépit des critiques sévères faites par nombre d'entre vous, je l'approuve. ●



Alsthom : la centenaire n'est pas gâteuse

"Oubliés" des festivités organisées pour le centenaire d'Alsthom, les salariés de l'usine de Belfort ne veulent pas se contenter de tenir la chandelle...

PAR DENIS GREVILLOT



Piquet de grève à la porte principale de l'usine Alsthom.



Vote de la grève, samedi dernier.

SEPTEMBRE 1979. L'Alsthom — turbines, locomotives, tracteurs — a cent ans. L'entreprise de Belfort, à caractère familial, est devenue une simple unité de production d'une multinationale. La spécialisation va bon train, la gestion prend le pas sur la production. Pour s'adapter, pour que les profits soient suffisants, rien n'est négligé. En deux ans et demi l'effectif passe de neuf mille à sept mille cinq cents salariés. A la veille du centenaire, ces salariés étaient inquiets. Pour leur salaire, leur niveau de vie. La direction, elle, préparait avec ardeur la célébration. Tout d'abord les invités : Brésiliens, Saoudiens, Japonais... toute la fine fleur « multinationale » a reçu un carton. Réception à Paris, soirée de gala à Strasbourg, visite de l'usine, puis, dans le château de Belfort, un repas, un vrai. Pour leur plaisir on a repeint l'usine, refait quelques routes, rasé de vieux bâtiments, loué des arbres. Pour eux, tout a été prévu. Mais rien pour les salariés.

Les organisations syndicales s'émeuvent. Dans les réunions de délégués du personnel et du comité d'établissement, dans l'ensemble des contacts qu'elles peuvent avoir avec la direction, elles expriment le souhait formulé par l'ensemble des travailleurs : que des mesures sociales soient prises à l'occasion de ce centenaire.

A ce moment, ils ne sont pas exigeants : les travailleurs souhaitent un geste concret, une prime par exemple, ainsi qu'un jour de congé. La direction oppose un refus méprisant à toutes leurs demandes. Le ton monte. Une à une, les organisations syndicales repoussent l'invitation que leur avait fait le directeur de participer au repas du dimanche. C.g.t., C.f.d.t., F.o. et même la C.g.c. s'insurgent contre le traitement infligé aux travailleurs.

A une semaine de la fête, le personnel apprend que pour présider aux festivités le gouvernement avait, pour remplacer le ministre de l'Industrie André Giraud, délégué le Prince Poniatowski ! Puis, le mercredi 26, la direction réunit le comité d'établissement. Elle propose comme mesures sociales l'attribution d'un gadget (au choix une montre, une bouteille d'alcool, un stylo...), et menace les organisations syndicales de représailles si le centenaire ne se passe pas bien.

Dès le lendemain matin, l'ensemble des organisations syndicales appellent à la grève. A 9 h 30, trois mille travailleurs répondent à cet appel. L'après-midi, 90% des ouvriers, techniciens, ingénieurs et cadres sont en grève. Après trois heures de négociations entre la direction et les organisations syndicales, que la municipalité socialiste a tout fait pour faciliter, la direction annonce brutalement l'annulation des cérémonies du centenaire. L'occupation de l'usine est décidée. Les piquets de grève sont mis en place, des banderoles décorent, pour la première fois depuis Mai-68, les entrées de l'usine. Le vendredi matin, c'est plus de quatre mille salariés de l'Alsthom qui défilent dans les rues de Belfort au cri de « Du pognon ! Pas de Ponia. »

Ils se rendent successivement à la préfecture et à l'inspection du travail pour réclamer l'intervention des pouvoirs publics.

L'après-midi, des négociations s'ouvrent avec la direction. Mais très rapidement son obstination se confirme. Elle refuse de donner satisfaction aux revendications avancées. Car la plate-forme des syndicats s'est précisée : treizième mois, amélioration des congés d'ancienneté, rattrapage des salaires par rapport aux usines du groupe implantées dans la région parisienne (la différence allant jusqu'à 30%). A la fin de l'après-midi, les négociations sont rompues. Lundi soir, elles n'étaient toujours pas ouvertes.

Devant cette situation bloquée, devant les responsabilités évidentes de la direction dans le conflit, dès le jeudi 27 septembre les élus socialistes et communistes du conseil municipal apportent leur soutien aux travailleurs en lutte. Un communiqué de la majorité socialiste du conseil général conforte ce soutien et appelle la population à appuyer les travailleurs de l'Alsthom. Le lundi 1er octobre, l'intersyndicale reçoit le matin Jean-Pierre Chevènement et l'après-midi une délégation de la municipalité de Belfort. Une réunion extraordinaire du conseil municipal de Belfort est décidée pour le vendredi 5 octobre afin de dégager les crédits pour soutenir matériellement les grévistes. Sur proposition de Raymond Forni, député et conseiller général, les conseillers généraux demandent pour le même jour une session extraordinaire du conseil général. Les autres conseils municipaux du département suivent.

Une délégation du conseil municipal, conduite par le maire de Belfort, E. Géhant, accompagné d'un adjoint communiste, obtient un rendez-vous à Paris auprès de M. Schultz pour lui demander de rouvrir des négociations immédiatement. Jean-Pierre Chevènement intervient dès le mercredi 3 octobre par une question d'actualité pour demander au gouvernement d'agir pour que la direction d'Alsthom prennent enfin en considération les revendications des travailleurs.

Pourtant, les salariés savent que malgré cette solidarité le combat sera difficile. Mais ce qui est évident, dès aujourd'hui, c'est la puissance du mouvement unitaire et la volonté clairement exprimée par les travailleurs de refuser la politique d'austérité de Giscard-Barre. Ce qui se passe à Belfort est significatif de la combativité ouvrière et de la résistance de « ceux d'en bas ». ●

Une lettre de la C.g.t.

L'article de Michèle Kespi dans « l'Unité » du 21 au 27 septembre concernant la conclusion de l'accord C.g.t.-C.f.d.t. du 17 septembre a entraîné une très vive réaction de la part du Bureau confédéral de la C.g.t.

Les membres du Bureau qui composaient la délégation ont, pour leur part, pris connaissance avec stupéfaction des affabulations de l'auteur de cet article à propos de prétendus « affrontements » entre deux tendances au sein de la délégation de la C.g.t.

Non seulement ces affirmations ne relèvent que de l'imagination malveillante de l'auteur mais elles constituent une pratique qui ne saurait être admise dans le cadre des relations entre deux organisations comme le Parti socialiste et la C.g.t. Et cela d'autant qu'elle s'inscrit dans une véritable campagne de presse destinée à nuire à la C.g.t.

Pour ce qui nous concerne, nous avons toujours respecté le principe de la non-immixion dans la vie intérieure du Parti socialiste comme cela doit être la règle dans les relations entre organisations qui souhaitent entretenir des rapports fructueux de coopération.

Nous entendons éviter qu'une polémique publique s'engage sur ce sujet mais nous souhaitons que cette protestation soit enregistrée par la direction du journal « l'Unité » et du Parti socialiste avec toute la portée que nous entendons lui donner, cela dans l'intérêt même de l'évolution possible de nos relations.

Nous demandons que cette mise au point soit publiée dans le prochain numéro de « l'Unité », à la même rubrique que l'article de Michèle Kespi.

Nous te prions de croire, cher camarade, à nos meilleurs sentiments syndicalistes.

LE BUREAU CONFEDERAL
DE LA C.G.T.

Nous sommes très honorés de constater que le Bureau confédéral de la C.g.t. pousse l'intérêt accordé à un article de « l'Unité » jusqu'à nous adresser une lettre collective, que nous publions très volontiers. Nous sommes cependant surpris d'apprendre que l'article en question a provoqué la « stupéfaction » des membres du Bureau confédéral. Il ne faisait, en effet, que rendre compte des hésitations des dirigeants de la C.g.t. — dont toute la presse s'est fait l'écho — avant de conclure un accord avec la C.f.d.t. Si ces hésitations n'avaient pas existé, pourquoi la délégation C.g.t. aurait-elle, lors de la première rencontre, demandé une suspension afin de consulter sa commission exécutive qui s'était déjà réunie quelques jours plus tôt ?

Cet accord entre les deux grandes organisations syndicales — dont nous nous sommes réjouis — est un événement important dans les circonstances actuelles. Nous avons trop de respect pour la C.g.t. pour ne pas penser que l'enjeu qu'il représentait n'ait pas provoqué un débat au sein même de ses instances dirigeantes comme il est normal dans toute organisation démocratique. C'est au contraire en niant que ce débat soit possible que l'on pourrait nuire à la C.g.t., ce qui n'est nullement dans nos intentions à quelques jours de la rencontre au sommet que le Parti socialiste a souhaité avoir avec elle et dont nous attendons une évolution favorable de leurs relations. ●

C.E.

Chaix redémarre

Soutenue par les organisations démocratiques, l'imprimerie Chaix peut revivre ... à condition que l'Etat ne décide pas, délibérément, de la couler

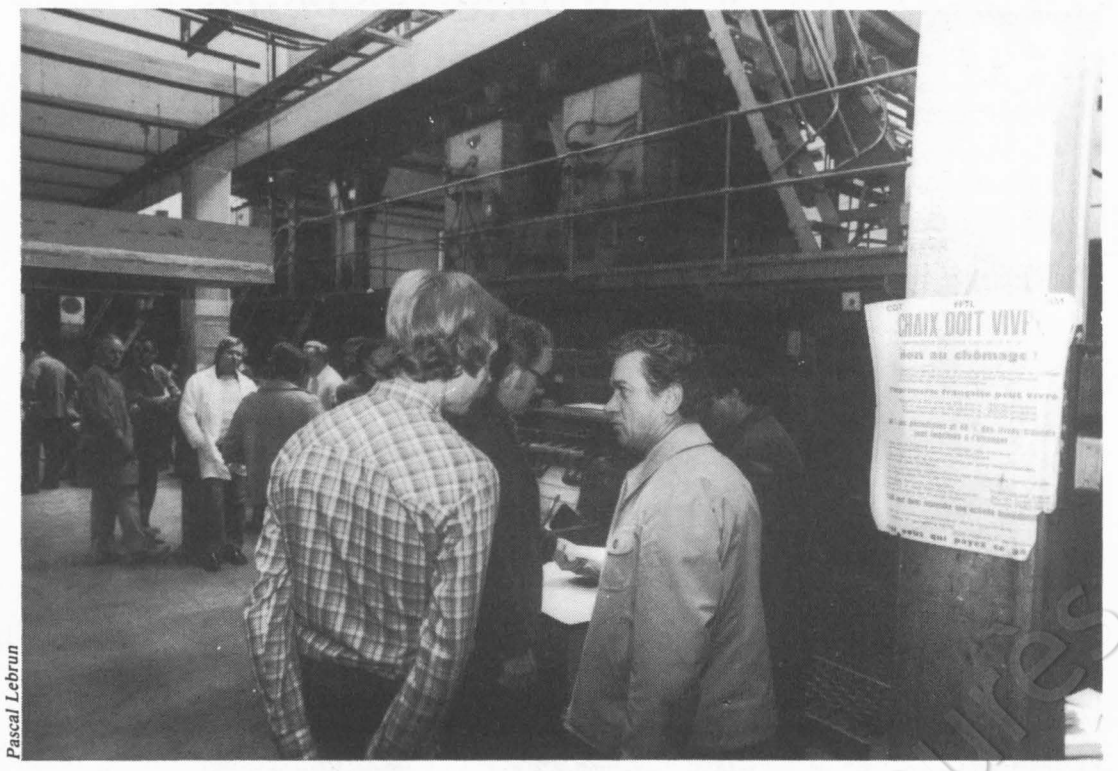
PAR CHRISTINE COTTIN

SON grand rassemblement à la Porte de Pantin le 16 octobre, le Parti socialiste l'a déjà placé sous le signe de la solidarité avec les travailleurs en lutte. Sur les trente mille affiches et cinq cent mille tracts diffusés dans tout le pays à cette occasion, une petite signature qui en dit long « imprimerie Chaix ».

C'est grâce à des commandes comme celles du P.s. que les cent travailleurs de l'imprimerie de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), condamnée à mort avec la Néogravure, ont survécu depuis 1975. C'est surtout grâce à la multiplication de ces commandes que les imprimeurs de Saint-Ouen ont pu annoncer : « Début novembre, **notre entreprise redémarre.** »

En quarante-six mois d'occupation de leur imprimerie, les travailleurs, avec leur syndicat, la C.g.t., ont eu le temps de retourner le problème dans tous les sens. Cette fois, ils pensent tenir le bon bout. « Encore faut-il, constate Jean-Pierre Bajot, secrétaire fédéral socialiste aux Entreprises de Seine-Saint-Denis, que les pouvoirs publics — après avoir reconnu le sérieux des propositions avancées par les imprimeurs — ne décident pas, délibérément, de couler l'affaire. »

C'est pourquoi, présent aux côtés des travailleurs depuis le début du conflit, le Parti socialiste a décidé d'intensifier son action pour les soutenir dans cette phase décisive. Dans une question écrite le 3 septembre dernier, Marcel Debarge, sénateur socialiste du département, demandait au ministre de l'Industrie de se prononcer en lui rappelant que des solutions réalistes existent pour la préservation de l'emploi chez Chaix, dont la disparition constituerait un énorme gaspillage de personnel très qualifié et de matériel lourd en état de marche.



Pascal Lebrun

Quand une délégation des imprimeurs a décidé de se présenter comme « négociateur » pour discuter du redémarrage de leur entreprise avec d'éventuels acheteurs et surtout avec les pouvoirs publics, il y en a bien eu quelques-uns pour penser que ces travailleurs outrepassaient leur rôle syndical. La Fédération socialiste de Seine-Saint-Denis n'a pas hésité à apporter tout de suite son appui à cette nouvelle tentative : « Il faut que l'Etat respecte son engagement de participer au montage financier de la nouvelle société et fasse procéder au rapatriement des travaux d'impression dépendant des services publics actuellement effectués à l'étranger. »

La balle est dans l'autre camp

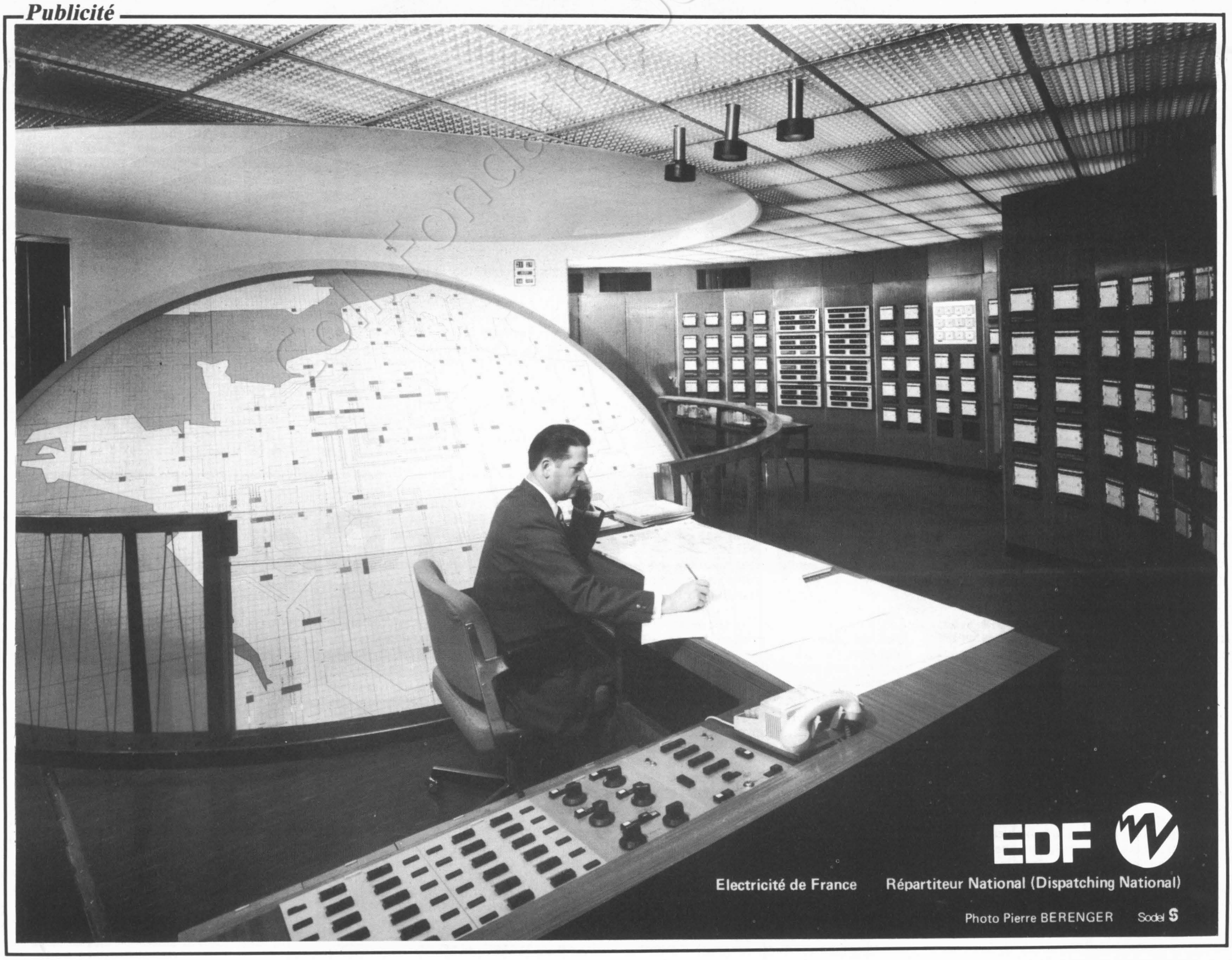
L'imprimerie Chaix pourrait tourner avec un chiffre d'affaires de dix-huit millions de francs. Par toutes leurs démarches et grâce à la solidarité des organisations démocratiques, les travailleurs ont réussi à constituer un carnet de commandes qui s'élève à près de la moitié.

« Maintenant, la balle est dans le camp des pouvoirs publics », affirment les délégués C.g.t. de Saint-Ouen.

De l'issue de ce conflit dépend en fait bien plus que l'emploi de cent salariés. C'est toute la politique du gouvernement en matière d'imprimerie qui se retrouve sur la sellette. L'Etat est-il décidé à renoncer à la liquidation systématique de ce secteur ?

Chaix, le plus long conflit de France, est déjà un symbole. Qui comprendrait — alors que des solutions existent — que cette imprimerie soit liquidée ? ●

Publicité



P.s.o.e. : un parti qui se porte bien

N'en déplaise aux réactionnaires de tout poil, le Parti socialiste ouvrier espagnol a réaffirmé vigoureusement son orientation à gauche et sa capacité à devenir un parti de gouvernement

PAR GILBERT SANS

FELIPE Gonzales demeure donc l'incontestable — et d'ailleurs incontesté — leader des socialistes espagnols. Le congrès extraordinaire du P.s.o.e. (Parti socialiste ouvrier espagnol), qui vient de se tenir à Madrid le week-end passé, marque d'abord un nouveau départ pour ce parti après la crise interne du printemps dernier.

Depuis quatre mois, l'ensemble des militants préparaient ce qui a été un très grand congrès démocratique. Quatre mois de discussions politiques acharnées, à tous les niveaux, dans la plus grande liberté de parole. Le fait que tout un chacun ait pu s'exprimer complètement — le moindre des militants de base égalitairement avec n'importe quel dirigeant — n'a nullement empêché le congrès d'aboutir à une quasi-unanimité politique. Si quelques problèmes « d'hommes » subsistent, les décisions prises lors de cette assemblée souveraine l'ont toujours été par plus de 80 % des mandats, et souvent par près de 100 %. A la grande déception de la nouvelle presse bourgeoise espagnole — « Cambio 16 » et « El Pais », — ce congrès fût aussi un congrès d'unité. L'affrontement gauche-droite, tant attendu et souhaité par les milieux réactionnaires, n'a pas eu lieu. Le P.s.o.e. est aussi le parti de la sagesse retrouvée dans cette Espagne post-franquiste. La nouvelle commission exécutive du P.s.o.e., élue par le congrès, est largement représentative des différentes composantes et sensibilités du Parti. Et seul le refus de Gomez-Llorente d'y siéger explique l'absence, au moins au niveau des hommes, du secteur « critique ».

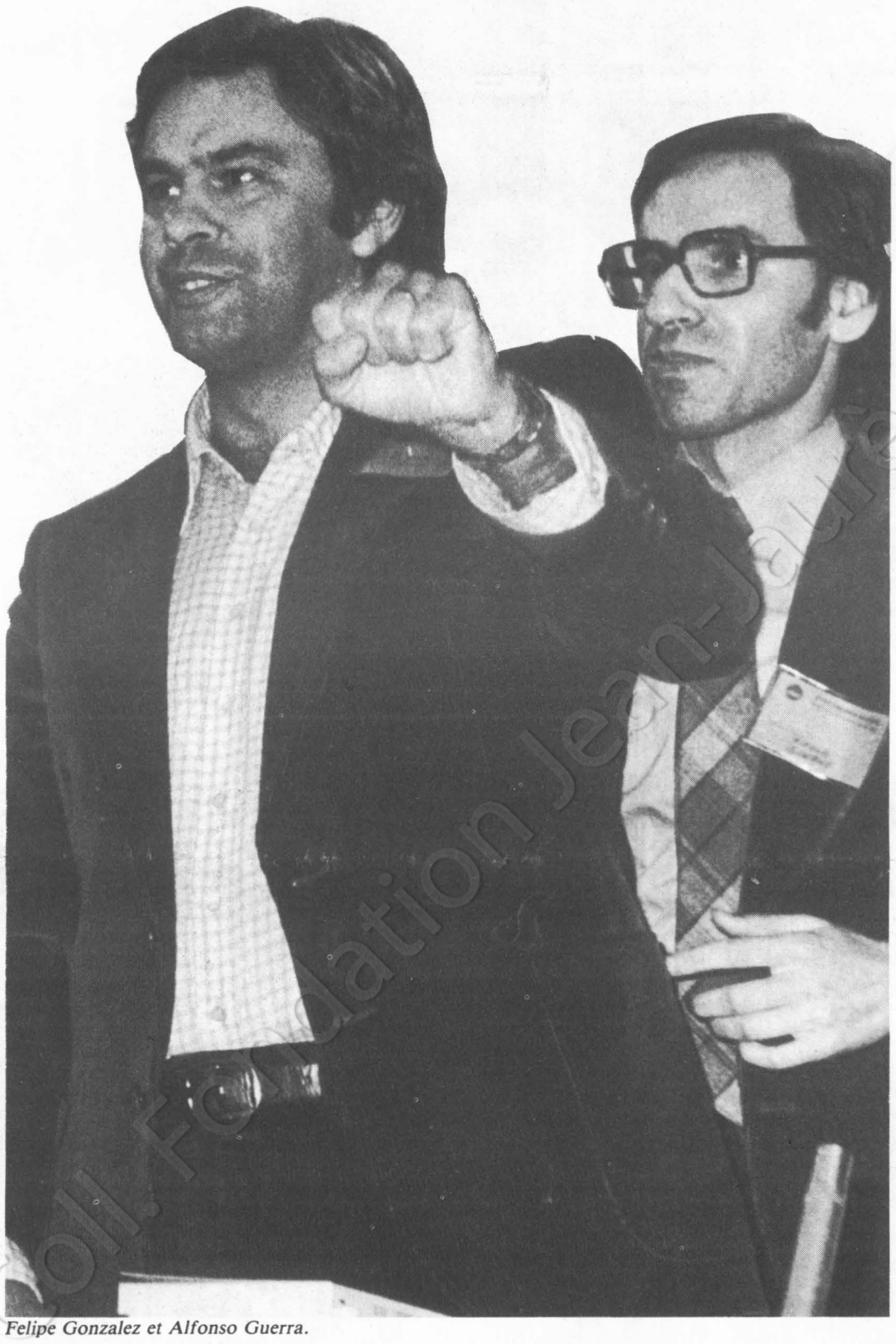
Continuité et rénovation

« Il n'y a ni vainqueur ni vaincu », devait justement déclarer Felipe Gonzales, après avoir significativement donné une longue accolade au député des Asturies. Il semble que pour le P.s.o.e. aujourd'hui la diversité des inspirations politiques puisse être un acquis immense. Et de diversités, il est riche en effet. Ne serait-ce qu'entre le marxiste autogestionnaire catalan Obiols et le social-démocrate Mujica, n'acceptant que sous la pression bon enfant des délégués de saluer le congrès le poing levé. Felipe Gonzales soulignera lui-même, dans un admirable et ferme discours de clôture, que la nouvelle commission exécutive représente tout à la fois la continuité et la rénovation.

L'Espagne, on le sait de l'avis de tous ceux, et ils sont nombreux, qui n'y connaissent rien, serait partagé entre le sens de l'honneur et le sens du tragique. Chez les socialistes, le sens du tragique rôdait alors sans doute au centre du 28e congrès passé, où d'un même élan les militants approuvaient les propositions politiques d'un Gomez-Llorente, mais désavouaient très largement la « gestion » du secteur formation par le même ; où la majorité des délégués semblaient désavouer certains propos de leur secrétaire général, mais se refusaient obstinément à le remplacer à la tête du Parti. Le sens de l'honneur, c'est sans doute ce qui poussera les représentants du secteur « critique », alors qu'une synthèse politique sur les textes est quasiment intervenue, à maintenir leur liste contre celle de Felipe. Elle ne recueillera bien entendu qu'un vote symbolique.

De fait, la crise ouverte lors du 28e congrès par le débat sur le marxisme est aujourd'hui largement dépassée. Personne ne remet en cause la « filiation » marxiste du Parti. L'explosion militante, qui s'était produite alors, était davantage le fruit d'un mécontentement diffus de la base que d'une nouvelle et claire alternative stratégique. Se limitant à la sphère idéologique, le débat n'était pas de nature à pouvoir définir l'orientation fondamentale d'un grand parti de gauche. Il faut bien comprendre ici les difficultés énormes qui furent celles des socialistes espagnols. Par exemple : passer — moins de trois ans après la mort de Franco — de quelques milliers de militants solides, aguerris et clandestins, à près de cent cinquante mille adhérents. Il faut voir combien la direction de ce Parti, ses élus, furent absolument absorbés par le travail politique « externe » indispensable : élections, reconquêtes démocratiques, combats contre le centre droit au pouvoir, luttes sociales et politiques, etc. Sans que le Parti puisse toujours se consacrer suffisamment à lui-même, à sa consolidation et à son identité.

De ce point de vue, l'espace ouvert entre le 28e congrès et le congrès extraordinaire a constitué une période privilégiée de confrontations salutaires pour les socialistes espagnols. Aujourd'hui, la nouvelle direction du P.s.o.e., constituée autour de Felipe Gonzales mais aussi, indiscutablement, autour de Alfonso Guerra — arrivant au congrès avec un quart des mandats bloqués dans la poche — est d'abord une équipe de travail. Elle a près de quatre années devant elle pour mettre en place les hommes (techniciens et experts) et les structures nécessaires à un parti qui peut virtuellement être demain un parti de gouvernement et ne peut, de toute façon, négliger cette perspective (1 % des électeurs seulement sépare l'U.c.d. du P.s.o.e.) et construire également le Parti, le renforcer, en faire véritablement le grand parti de la gauche et des peuples d'Espagne. Felipe Gonzales faisait courageusement le pari, devant le congrès, qu'un parti de cadres n'est nullement incompatible avec un parti de passe, mais qu'au contraire la recherche d'une complémentarité nouvelle de ces deux notions structurelles est à l'ordre du jour.



Felipe Gonzalez et Alfonso Guerra.

Maintien du caractère marxiste du Parti

Approuvée à l'unanimité (moins deux votes contre et quatre abstentions) la motion de politique générale affirme que « le P.s.o.e. assume le marxisme comme un instrument théorique, critique et non dogmatique pour l'analyse et la transformation de la réalité sociale, rassemblant les différents apports marxistes et non marxistes qui ont contribué à faire du socialisme la grande alternative émancipatrice de notre temps et respectant pleinement les convictions personnelles ». « Nous sommes pour le maintien du caractère marxiste du Parti. Nous ne ferons pas ce plaisir à M. Fraga-Iribarne, qui se félicite par avance de la naissance d'un socialisme non marxiste en Espagne ; car nous savons alors que dans la bouche de ces gens, un socialisme non marxiste ne peut être qu'un socialisme non socialiste », déclarait à la tribune du congrès l'un des animateurs de la « Tercera via » (entre les « Felipistes » et les « critiques »), Raimon Obiols, l'un des nouveaux membres de la direction du P.s.o.e. et possible successeur de Joan Reventos à la tête du Parti catalan lorsque ce dernier aura été élu — comme c'est probable — président de la future « Generalitat » de Catalogne.

Le préambule idéologique énonce que « l'idéal du P.s.o.e. est la complète émancipation de la classe des travailleurs, c'est-à-dire, l'abolition de toutes les classes sociales et leurs conversions en une seule de travailleurs ». Préconisant une alternative globale et complète à la société capitaliste, réaffirmant « son caractère de classe, de masses, démocratique et fédéral », le texte voté refuse également on ne peut plus clairement « la possibilté d'une gestion pure et simple du système capitaliste ». La motion intitulée « Stratégie et objectifs politiques actuels » comporte l'important passage suivant : « Seulement en cas d'événement d'une extrême gravité pour le maintien du système démocratique, le P.s.o.e. devra consentir le sacrifice de collaborer dans une stricte défense de la démocratie » ; se trouve ainsi évacuée toute perspective floue de gouvernement de coalition avec la droite espagnole, tentation que Felipe Gonzales a fermement condamnée sous une ovation de tout le congrès.

La droite espagnole et internationale peut bien faire semblant de se réjouir du contraire, la vérité oblige à dire que le dernier congrès du P.s.o.e. ne marque nullement un « virage à droite » des socialistes espagnols et Felipe Gonzales demeure le principal garant de la permanence et de la fidélité socialistes. Les tâches à accomplir sont immenses. Le P.s.o.e. est en même temps un potentiel parti de gouvernement et le principal parti représentant les intérêts des travailleurs, réunis en un puissant bloc social, le Front des travailleurs, c'est-à-dire la majorité du peuple. Le danger, en Espagne, d'un renversement du processus démocratique par un quelconque coup militaire, ne relève pourtant toujours pas du pur fantasme. Les résultats des référendums sur l'autonomie en Catalogne et surtout au Pays basque seront à cet égard déterminants. Ce congrès extraordinaire — calme, sérieux, pondéré mais ferme — donne au P.s.o.e., conscience historique du peuple, une stratégie fondamentalement orientée à gauche et les moyens de sa politique. Le P.s.o.e. : un parti qui se porte bien. ●

FÊTES DE LA ROSE

Le samedi 6 octobre au parc des Sports d'Epinay-sur-Seine (Gymnase Léo Lagrange) à partir de 15 h
Variétés avec Serge Sala, les Pachacamac, Nicole Rieu et Leny Escudero.
Allocution politique de Françoise Gaspard.

La Fédération des Hautes-Pyrénées organise les 6 et 7 octobre au Parc des Expositions à Tarbes
sa quatrième fête populaire avec de nombreuses manifestations sportives, un gala avec Nicolas Peyrac et de nombreux groupes folkloriques pyrénéens.
Grand meeting politique (le dimanche) avec la participation de Lionel Jospin.

Le dimanche 14 octobre à Boulogne-sur-Gesse (Haute-Garonne)
Grande fête populaire (à partir de 14 h)
Orchestres occitans, troubadours, animation dans la ville, buffet campagnard et bal.
Discours de Michel Rocard.

La Fédération de l'Ain organise le 14 octobre au Parc des Expositions à Bourg-en-Bresse
une grande manifestation sur le thème : « les Municipalités socialistes à mi-mandat ».

Coll. Fondation Jean-Jaurès

L'ère de la guerre fraîche

L'encre de l'accord Salt II est à peine sèche et jamais le fracas des armes n'a retenti avec une telle ampleur...

PAR JACQUES HUNTZINGER

POURQUOI cela ? Parce que l'âge d'or de la détente est derrière nous et que l'antagonisme, la méfiance, la peur réciproque ont, dans les relations Est-Ouest, repris le dessus sur l'esprit de détente et la volonté de dialogue. Une accumulation de faits récents, de discours et de réactions risque de constituer pour demain une poudrière dangereuse.

Le président Carter vient de décider la production du missile mobile intercontinental, le MX, afin d'obtenir plus facilement la ratification de l'accord Salt par le Sénat, faisant ainsi éclater le protocole du traité avant même que ce dernier n'entre en vigueur. Il a suffi que le sénateur Franck Church, élu « colombe » de l'Idaho, en butte à la concurrence républicaine dans son Etat, dénonce haut et fort la présence de trois mille conseillers militaires soviétiques stationnés sur le sol cubain depuis une dizaine d'années pour que le Congrès s'embrase, suspende la discussion sur les Salt et que la controverse devienne une affaire d'Etat entre les deux grandes puissances. Pour, enfin, se transformer en défi : Jimmy Carter ne se satisfaisant pas des explications soviétiques ayant annoncé la création d'une « force nucléaire » pour faire face à toute éventualité.

L'Union soviétique, quant à elle, non contente d'avoir été autorisée dans le cadre de Salt II à poursuivre la plupart de ses programmes stratégiques qui feront d'elle une puissance nucléaire de même rang que les Etats-Unis, capable aussi bien d'une frappe massive immédiate que de destruction d'objectifs précis et limités, poursuit sans désemparer la réalisation d'une nouvelle panoplie nucléaire à moyenne portée — le bombardier Backfire et le missile mobile SSX 20 — laquelle n'a pas à l'heure actuelle d'équivalent dans l'Alliance atlantique, ce qui créerait une supériorité nucléaire « eurostratégique » incontestable en faveur du Pacte de Varsovie.

Mais la réponse « du berger à la bergère » ne saurait se faire attendre et il est fort probable que le prochain Conseil atlantique de l'hiver 1979 s'accordera sur le principe de l'implantation en Europe occidentale (Allemagne fédérale, Belgique, Grande-Bretagne) du missile expérimental américain à moyenne portée, le Pershing II. Sans participer aux discussions actuelles de l'Otan et sans prendre parti publiquement sur cette question, le gouvernement français semble supporter discrètement le projet Pershing II. Le « couple » ennemi SS 20 - Pershing II serait à coup sûr une formidable relance de la course aux armements nucléaires.

Jusqu'ici, dans le domaine nucléaire, la course était d'abord le fait de l'Amérique, désireuse de préserver sa supériorité stratégique.

Une fois de plus, la boîte de Pandore est ouverte, mais cette fois-ci à l'initiative de l'Union soviétique et sur le sol européen, sans pour autant que la sécurité de l'ensemble du continent ait à gagner à l'accumulation de ces nouveaux systèmes, inutiles par rapport à l'équilibre dissuasif existant.

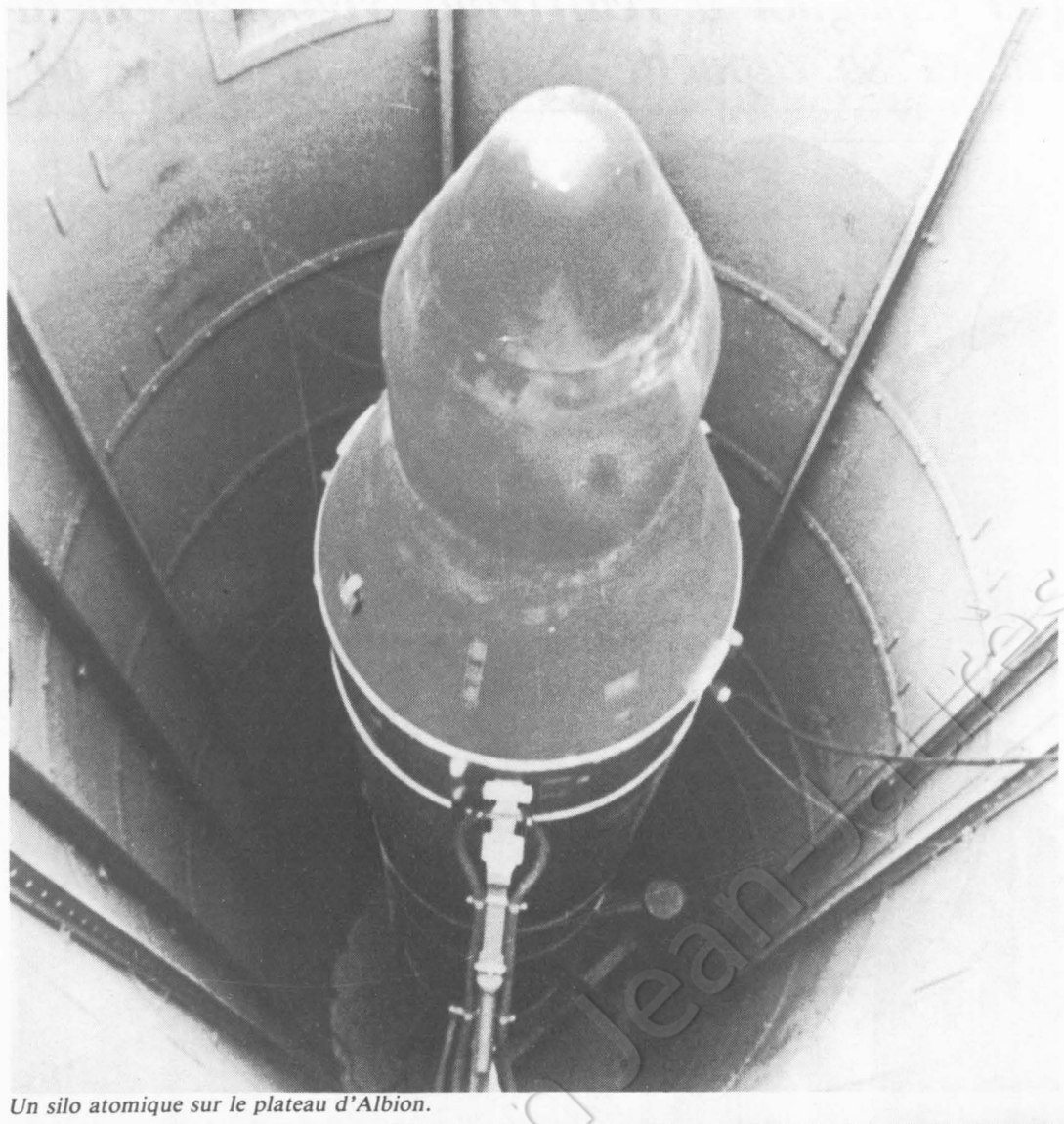
En écho à ce tintamarre stratégique, est sortie depuis quelque temps une floraison d'ouvrages et d'articles qui expriment tous à peu près la même idée : la force militaire soviétique serait à son apogée dans les premières années 1980, alors même que l'arsenal nucléaire américain serait pour la première fois en état d'infériorité, que les capacités défensives de l'Otan deviendraient très incertaines et que la force nucléaire chinoise n'aurait pas encore atteint un stade majeur. En bonne logique, l'U.r.s.s. profiterait de cette conjoncture favorable et l'hypothèse du conflit armé mondial serait tout à fait vraisemblable pour les années 1982-1983.

Il existe deux versions de ce scénario : une version « stratégique » dans laquelle l'U.r.s.s. détruirait, par surprise, l'ensemble des forces nucléaires américaines vulnérables et imposerait la négociation en situation de force (scénario de la première frappe soviétique sur les fusées américaines) ! Puis une version « classique » selon laquelle l'U.r.s.s. enfoncerait un beau matin les forces conventionnelles de l'Otan et entreprendrait une guerre classique qui ravagerait l'Europe. C'est le scénario du Blitzkrieg, particulièrement prisé par les généraux en retraite de l'Otan : la version schématique du général Close vient d'être développée d'une façon très sophistiquée par le général Sir James Hackett dans un ouvrage lancé à grand renfort de publicité, « la Troisième Guerre mondiale » (Belfond).

Les déclarations fracassantes d'Henry Kissinger exprimées au séminaire de Bruxelles sur « l'avenir de l'Otan », à propos de l'incertitude d'un engagement américain en cas de conflit armé en Europe, bien que démenties quarante-huit heures plus tard par leur auteur et par le Département d'Etat, ont d'autant plus impressionné les milieux atlantiques et ouest-européens que ces derniers éprouvent un sentiment croissant d'insécurité pour eux-mêmes.

Les réactions des Européens occidentaux sont diverses. Les uns exigent des Etats-Unis un renforcement de leur présence militaire en Europe, et notamment la présence de fusées nucléaires américaines sur le sol européen ; c'est la position générale des milieux de l'Otan et de l'Allemagne fédérale. Quelques autres avancent l'idée d'une défense européenne qui soit nucléaire et classique, par l'articulation des forces françaises, britanniques et ouest-allemandes notamment, et organisée à l'échelle des Neuf. Cette thèse est ardemment défendue par une nouvelle génération « d'européistes » qui affichent sans complexe une foi européenne, somme toute respectable, mais également un anti-soviétisme et une nostalgie de la guerre froide bien inquiétante (René Cagnat, Guy Doly, Pascal Fontaine « Euroshima », éditions Média).

Plus curieusement, deux experts, jus-



Un silo atomique sur le plateau d'Albion.



Mise en place du missile américain Sol-sol « Lance ».



Manœuvre du Pacte de Varsovie, en mai dernier.



Soldats de la Bundeswehr en manœuvres, en septembre dernier.



qu'ici réputés gaullistes bien connus, le général Georges Buis et Alexandre Sanguinetti, viennent de toucher à un « tabou » de la politique internationale en évoquant la perspective d'un partage nucléaire franco-allemand (débat au « Nouvel Observateur», août 1979). En réalité la thèse d'Alexandre Sanguinetti est plus élaborée : l'idée exprimée est que si la France n'accomplit pas un effort très sérieux dans le domaine de la technologie nucléaire, sa force de dissuasion sera complètement dépassée d'ici à une décennie. Donc la dissuasion française doit accomplir un bond en avant, faute de quoi, face à l'évolution de l'armement soviétique et à l'incertitude de la garantie américaine, la seule solution serait le couple nucléaire franco-allemand. Ce pessimisme ambiant sur la force nucléaire française s'exprime au même moment dans toute la presse. D'André Fontaine (« la Dissuasion en question », « le Monde ») au « Point » (« La force de frappe est-elle encore crédible ? » n° 363), chacun s'interroge sur l'avenir de la dissuasion. Face aux nouvelles et précises fusées soviétiques et aux progrès accomplis en matière de détection sous-marine, la France n'aurait plus les moyens financiers et technologiques pour maintenir une force de représailles invulnérable et crédible.

Bref, à Washington, à Bruxelles, à Paris, mais également à Moscou ou à Bonn, une inquiétude diffuse domine désormais les mentalités. La peur de la guerre, la méfiance à l'égard du camp d'en face occupent de nouveau les esprits comme dans les années cinquante et poussent les uns et les autres à réclamer un effort supplémentaire pour la défense. Tout conduit aujourd'hui à un réveil général de l'esprit de la guerre froide, à l'aiguisement des antagonismes entre l'Est et l'Ouest, à une relance de la course aux armements. Que penser de tout cela ? Quatre choses.

— Les véritables origines du climat nouveau des relations Est-Ouest ne sont pas liées à un bouleversement de la balance des forces, laquelle demeure aujourd'hui globalement équilibrée, mais à la crise générale qui affecte actuellement la société internationale. La peur de la guerre et la crispation des puissances sont des sous-produits de la crise politique et économique.

Il n'est pas possible en quelques lignes de faire l'analyse de cette crise. Disons d'un mot qu'elle est triple : il y a la crise économique et sociale du monde capitaliste. Il y a celle du monde socialiste plongé, au fil des ans, dans des contradictions de plus en plus aiguës du fait de la sclérose de ses structures économiques et sociales, et de l'immobilisme des autorités responsables politiques. Il y a la crise du tiers monde, plongé dans la fragilité de la post-décolonisation et les difficultés du développement. Ces trois crises, bien spécifiques, exercent leurs effets à l'intérieur de leur monde mais également à l'extérieur. De ce fait, les rudes secousses subies actuellement par les démocraties occidentales, les Etats socialistes et les jeunes Etats décolonisés, sont porteuses de tensions, de luttes d'influence et de crises ouvertes dont ne peut que profiter le vieil antagonisme Est-Ouest.

— La deuxième observation porte sur l'évolution stratégique proprement dite. La conclusion de l'accord Salt II n'a qu'à peine freiné la course actuelle aux armements. Cette course a pris un tour nouveau. Il s'agit désormais de posséder plus d'options nucléaires que son adversaire et notamment de pouvoir disposer d'une gamme la plus large possible, du sein de laquelle, la destruction des missiles adverses et des forces militaires prend plus d'importance que la destruction des cités. Cette course nouvelle tourne le dos à la dissuasion proprement dite et s'inspire plutôt de la logique de la bataille nucléaire.

Il va falloir choisir

Elle conduit d'une part à moderniser les missiles stratégiques existants, d'autre part à introduire de nouveaux systèmes (missiles mobiles, missiles de croisière), enfin à développer les techniques de destruction des missiles adverses (lutte anti-sous-marine). Les deux grandes puissances sont toutes deux responsables de cette nouvelle course. Il faut dénoncer haut et fort cette folle entreprise et réaffirmer très clairement l'attachement aux principes de la dissuasion et du contrôle des armements. Mais n'est-ce pas déjà trop tard ?

— La troisième observation a trait à la situation de l'Europe occidentale.

Il est incontestable que les Européens ont des raisons d'être troublés sur l'avenir de leur propre sécurité. Il leur est difficile d'accepter tout à la fois une moindre garantie nucléaire américaine, l'irruption d'un nouveau potentiel soviétique sous la forme des SS 20 et les interdits qui pèsent sur eux en matière de défense commune.

Dans l'état actuel des choses, la meilleure situation serait le statu quo, c'est-à-dire le maintien d'une balance des forces entre les deux camps et le non-déploiement de nouveaux systèmes, tels le SS-20 et le Pershing II. Les chances de la paix européenne passent par le respect de ce statu quo. Encore faut-il que l'Union soviétique comprenne vraiment que cette fois-ci elle joue un peu avec le feu et qu'elle stoppe le déploiement de ses nouveaux systèmes eurostratégiques. Ce serait un signal très positif, qui serait logique de la part d'une grande puissance affirmant sa volonté de paix.

— La dernière observation est liée à la politique française. Il est devenu nécessaire, pour le Parti socialiste, d'approfondir sa politique de défense et de désarmement, compte tenu des principes qui sont les siens depuis la Convention de janvier 1978.

Par quelles options passe, demain, l'objectif du maintien en état de la force de dissuasion ?

Sûrement pas par la seule conservation des sous-marins et des silos terrestres actuels qui vont devenir de plus en plus vulnérables.

Il va falloir faire des choix budgétaires et techniques car il sera de moins en moins possible de pratiquer le saupoudrage en matière de dépenses. Il faut établir clairement les priorités qui permettent de bâtir une défense efficace au moindre coût.

Proposons, à titre personnel, une priorité : le remplacement de la triade actuelle (sous-marins, silos sur le plateau d'Albion, bombardiers) par une dizaine de sous-marins de la nouvelle génération, axe privilégié d'une dissuasion minimale, invulnérable et économique.

Par quelles options passe demain l'objectif du désarmement ?

Il nous semble que la participation de la France à Salt III n'apporterait rien en la matière. Il ne faut pas simplement vouloir aller s'asseoir là où les Grands discutent, difficilement, entre eux du contrôle de leurs propres systèmes nucléaires. Il faut proposer des objectifs et des forums qui correspondent à une politique cohérente de désarmement. Quelles sont, là encore, les vraies priorités ? Le freinage de la course stratégique des deux Grands, le blocage des armements eurostratégiques et la réduction des forces classiques en Europe.

Quelles pourraient être les propositions socialistes ? Tout d'abord la lutte pour la ratification de l'accord Salt II, car rien n'est joué en ce domaine. Salt III devrait alors constituer le premier test sérieux du contrôle des armements stratégiques — centraux et régionaux — des deux grandes puissances. Partant des plafonds et des réglementations de Salt II, la négociation devrait aboutir à rétablir la « raison nucléaire » et à bannir la déraison : un abaissement des plafonds stratégiques ; le gel définitif des programmes déstabilisant la dissuasion, et un accord sur la limitation des armes eurostratégiques des Grands. Sur ce dernier point il devrait être fixé un plafond eurostratégique commun aux deux camps, pour mettre fin à l'anarchie nucléaire sur le continent européen. Les responsabilités nucléaires des deux Grands sont telles, qu'ils doivent clairement donner l'exemple. Il serait alors possible d'envisager, après Salt III, une conférence nucléaire à cinq (U.r.s.s., Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Chine). Ce serait l'objet de Salt IV.

Quant à la sécurité du continent européen, elle passe aujourd'hui par trois entreprises : un moratoire immédiat et équilibré des nouveaux systèmes eurostratégiques, en attendant la négociation Salt III ; l'achèvement de la négociation de Vienne sur la réduction des forces ; l'ouverture d'un forum européen dans la foulée de la conférence de Madrid, sur les conditions d'un désarmement classique et nucléaire en Europe (réduction des armements « offensifs », mesures de confiance, conditions de l'équilibre dissuasif régional). Pour ce faire, la proposition socialiste d'une conférence européenne sur la réduction des forces et des tensions doit être actualisée et faire l'objet d'une campagne d'explication dans l'Internationale socialiste, ainsi qu'auprès de l'ensemble des pays européens.

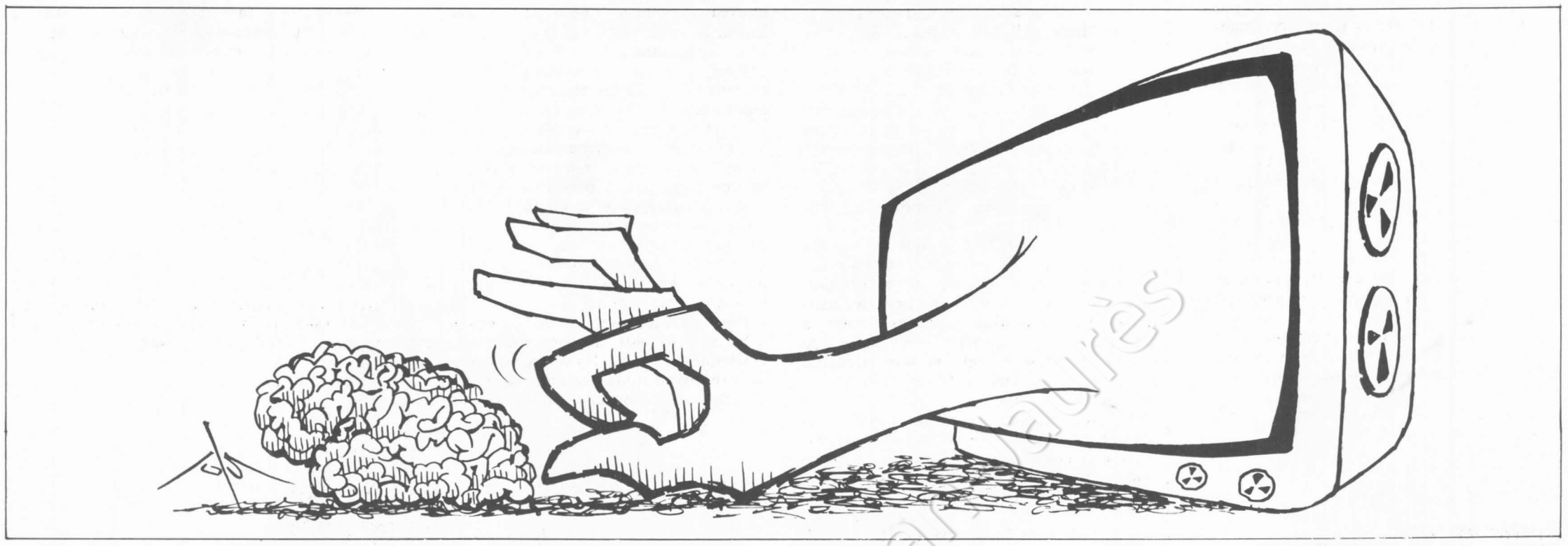
Il est nécessaire que les socialistes réagissent face au climat actuel de « guerre fraîche ». Il faut réaffirmer les principes qui sont les nôtres : la lutte pour la paix, le désarmement réel et l'indépendance des nations. ●

La semaine prochaine, nous publierons un débat sur le thème de la « guerre fraîche », avec Jean-Pierre Cot, Raymond Forni, Jacques Huntzinger et Lionel Jospin.

© Fondation Jean-Jaurès

La résistible ascension de la télématique

Face aux mastodontes américains et maintenant japonais, la France a accumulé retards et gaspillages, ce qui revient à perdre le contrôle réel du pays. Il n'est pourtant pas trop tard pour éviter la production de l'homme en série



PAR
JEAN-LOUP REVERIER

LE succès du trentième Sicob, l'organisation, à la demande de l'Elysée, d'un vaste séminaire international sur le thème « Informatique et société » — conclu par Valéry Giscard d'Estaing —, la tenue d'une « Convention informatique » au Palais des Congrès et l'accueil du onzième Congrès international de micrographie ont concouru, à peu près simultanément, à faire de Paris en ce début d'automne la capitale mondiale de l'informatique. Mais que restera-t-il de tant d'agitation ?

Un peu saturés de révélations, les Français ont, dans leur immense majorité, découvert, à cette occasion, l'existence de la télématique, son rôle déjà important et son omniprésence prochaine. Mariage plus que prolifique de l'ordinateur, des télécommunications et de la télévision, la télématique laisse prévoir de tels bouleversements qu'on parle de « révolution » à son endroit. Au public abasourdi par ces horizons nouveaux, des commentaires inspirés ont fait valoir que, dans la bataille industrielle et technologique engagée sur ce terrain d'avenir, la France occupait une place de premier plan. Une vision bien optimiste de la réalité. Pour ne pas dire mensongère.

« Mémoires volées »

Qu'est-ce que la télématique ? Schématiquement, c'est la possibilité offerte, grâce aux circuits intégrés, de « numériser » — ou traduire en système binaire — puis transmettre, de la même façon et par le même vecteur, aussi bien des images que des sons, des ensembles de données ou bien encore des ordres à une machine. Dès lors, la connexion du téléphone, de la télévision, de l'ordinateur et de l'outil « robotisé » devient possible. Elle multiplie presque à l'infini les possibilités qu'offrait chacun de ces « instruments » pris séparément. Bien d'autres raisons expliquent l'ascension fulgurante de la télématique.

Les progrès accomplis depuis une trentaine d'années, à un rythme sans cesse accéléré, ont eu un triple effet : la chute prodigieuse des coûts dans l'électronique (les prix des composants baissent annuellement de 30 % en moyenne, ceux de certains d'entre eux ont été divisés par dix mille), une miniaturisation qui peut aller jusqu'à la disparition pure et simple du support matériel et un « rendement » formidablement accru des nouveaux ordinateurs. Ainsi peut-on passer à une informatique de grande diffusion.

Appelée à jouer un rôle croissant à la maison comme au bureau, à l'usine, dans l'enseignement, à l'hôpital, etc., la télématique débouche sur de profondes transformations de la société. Reste à savoir comment, et au service de qui, ces transformations s'opéreront.

Un certain nombre de colloques, rapports, livres et dossiers ont été consacrés aux enjeux de l'informatique et de la télématique. Le Parti socialiste n'a pas été absent de cette réflexion comme le prouvent les excellents numéros spéciaux de la « Nouvelle Revue socialiste » (n° 40) et de « Repères » (n° 66) ou même le plus modeste Spécial Sicob du « Poing et la Rose ». On peut aussi se reporter à « Mémoires volées » (éditions Ramsay) d'Eric Le Boucher et Jean-Hervé Lorenzi, ancien responsable de la commission économique du Parti socialiste. Très facile d'accès, ce livre fournit une somme sans égale d'informations et d'explications sur les maigres chances françaises face à la concurrence américaine et japonaise. Des errances et gaspillages successifs ont en effet placé notre pays dans une position délicate, notamment pour la sauvegarde de son indépendance.

Un seul exemple, pris dans « Mémoires volées », donne un aperçu inquiétant des retards pris par la France et même l'Europe sur les leaders d'outre-Atlantique.

« Les Etats-Unis contrôlent environ 70 % des bases de données mondiales qui regroupent, sur support informatique, toutes les techniques, les articles, les informations sur un sujet donné (la culture du soja, les ressources minières, le théâtre de Victor Hugo, etc.). Possédant les informations, ce pays peut, non seulement les vendre au monde entier, mais en contrôler la vente ; la refuser à certains, établir les prix... et, connaissant les sujets d'intérêt des demandeurs, être à même de prévoir très longtemps à l'avance les besoins et les projets industriels des concurrents... Bref, ne pas maîtriser ces nouveaux moyens revient à perdre peu à peu le contrôle réel du pays. Avec l'électronique naît une nouvelle forme du pouvoir. »

Les auteurs de « Mémoires volées » décèlent dès ce niveau plusieurs dangers : infériorité technologique et commerciale, sorties de devises pour s'abonner aux banques de données, etc. Le risque culturel ne leur paraît pas moins grand. « L'usage de plus en plus répandu de l'anglais comme langue des conversations et des publications est une atteinte au « patrimoine culturel et linguistique du pays ». Un article écrit en français a peu de chances d'être placé sur

L'emploi et l'informatique

Peu créateur d'emplois, l'informatique tend plutôt à en supprimer

PAR CLAUDE
BEUZELIN (1)

EN France, cent mille personnes environ travaillent directement dans l'informatique : soixante mille sont employées chez les constructeurs de matériel (calculateurs centraux et matériels périphériques tels qu'imprimantes, lecteurs de cartes, écrans, etc.), trente mille chez les fournisseurs de logiciel (c'est-à-dire l'ensemble des techniques et méthodes qui permettent d'exploiter concrètement les ordinateurs) et dix mille environ dans divers postes d'applications pratiques chez les clients ou les administrations publiques !

Mais comme le montre une étude faite par le puissant syndicat allemand de la métallurgie D.g.b. : « Dans les dix à quinze années à venir, dix millions de salariés seront affectés par l'informatisation, soit la moitié du nombre présent des salariés en République fédérale d'Allemagne » (Ulrich Briefs, « 01 Informatique », 12 septembre 1979, n° 557 bis).

En France, les proportions sont les mêmes. C'est dire que chaque travailleur, chaque citoyen est concerné par ce qui se passe en ce moment.

Dans les métiers de l'informatique, les effectifs sont stabilisés depuis cinq ans. Ils ont peu de chance de croître, surtout avec la politique d'abandons successifs de Valéry Giscard d'Estaing, et ce depuis qu'il a été ministre des Finances. Certains métiers de l'informatique (programmeurs, analystes) sont complètement engorgés, d'autres (ouvriers qualifiés, techniciens d'entretiens et même ingénieurs d'études) tendent à se fermer sous l'effet conjugué du processus d'automatisation et de l'abandon d'études, jugées peu rentables à court terme, par les patrons.

Dans les autres métiers, l'informatique tend à supprimer des emplois. Certes, souvent les machines automatisées permettent d'effectuer des travaux pénibles ou répétitifs et elles pourraient effectivement rendre la vie plus agréable ! Mais, au milieu de la crise générale de son système, le capitalisme tend à utiliser l'ordinateur pour accentuer encore le processus de chômage ! On ne peut donc accuser l'informatique de créer le chômage, mais on doit accuser ceux qui en font un usage égoïste. La prodigieuse croissance de l'informatique depuis vingt ans n'a pas fait diminuer d'une minute le temps légal du travail, malgré les gains énormes de productivité acquis aussi grâce à l'informatique. Pour cela, il eût fallu une volonté politique de mettre la machine au service de l'homme et non l'inverse !

Ne cherchons donc pas de bouc émissaire dans une machine, mais des responsables au chômage, à la perte de pouvoir d'achat, à l'inflation. En fait, dans un ensemble économique planifié, l'informatique pourrait contribuer :

— à faire baisser le temps nécessaire à la production de biens ;

— à maintenir ou augmenter (pour ainsi dire à volonté) la production à durée de travail constant (ou en décroissance) ;

— à rendre moins risqués ou moins contraignants certains travaux qui coûtent encore des vies humaines.

Ce n'est certainement pas la voie que choisit le système « libéral » actuel. ●

(1) Membre du bureau du G.s.e. Informatique.

ordinateur américain et donc d'être lu. Donnons un exemple. Il est désormais indispensable d'écrire en anglais et de publier aux Etats-Unis bon nombre de travaux de recherche en matière de statistique-mathématique si l'on veut être lu par la communauté scientifique française ! »

Face aux géants américains et japonais qui maîtrisent toute la filière électronique, c'est-à-dire l'ensemble des étapes d'un processus qui va de la fabrication de circuits intégrés à la diffusion d'émissions de télévision, de vidéodisques ou de programmes d'enseignement en passant par l'ordinateur, les banques de données et le satellite, les entreprises françaises font figure de naines. Même si l'industrie électronique emploie 265 000 salariés dans l'Hexagone et réalise quarante-cinq milliards de francs de chiffre d'affaires. Qu'est-ce que ces résultats face à ceux de mastodontes comme l'American Telephone and Telegraph (A.t.t.) qui a réalisé quarante milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1977 ? Comme par hasard, les publications scientifiques les plus réputées sont faites aux Etats-Unis par la Bell, alias A.t.t. De la puissance financière au contrôle des informations puis du pouvoir, il n'y a plus qu'un saut de puce.

« Pour affronter ses puissantes concurrentes étrangères, explique Lorenzi, il faudrait que l'industrie française de l'électronique maîtrise plusieurs nœuds technologiques. Ces points de passage obligé sont au nombre de sept : les composants électroniques, les télécommunications (y compris les satellites) et l'électronique professionnelle (câbles, fibres optiques, commutateurs, matériel radio et télé, etc.), l'informatique, la télé-informatique, les nouveaux biens de consommation (horlogerie, audiovisuel grand public...), les nouveaux services (pour entreprises ou particuliers) et enfin les machines automatiques (automatisme industriel, machines-outils, bureautique...). »

Sur cet ensemble, notre pays n'est honorablement placé que dans le domaine des télécommunications et dans celui des Sociétés de services et de conseils en informatique (S.s.c.i.).

Réelle avance française

Cette relative percée dans les télécommunications tient sans doute à la possibilité offerte aux entreprises françaises — c'est-à-dire la C.g.e., Thomson-C.s.f. et leurs filiales, parfois rachetées pour l'occasion à I.t.t. ou Ericsson — de développer et amortir leurs recherches en électronique par le comblement rapide du dramatique sous-équipement de l'Hexagone en téléphones. Cette conversion à l'électronique a marqué un progrès. En revanche, elle a entraîné une brutale réduction d'effectifs supérieure à onze mille emplois pour les seules industries du téléphone. De plus, l'effort financier réclamé aux contribuables pour faire passer le parc national de téléphones de six à vingt millions d'appareils entre 1975 et 1982 aura atteint plusieurs dizaines de milliards de francs. Au point que les P.t.t. ont occupé un temps le rang envié de premier investisseur français. Avant qu'E.d.f. et son programme nucléaire ne viennent les supplanter...

Les réductions d'effectifs et les sommes colossales qui leur ont été allouées ont-elles au moins permis aux deux grands groupes français de remporter les succès escomptés à l'exportation ? Le récent « exploit » de Thomson-C.s.f. en Egypte (un contrat d'équipement téléphonique de huit milliards de francs emporté pour le consortium Siemens-Thomson, dont 3,2 milliards pour le seul constructeur français) et quelques marchés secondaires conquis ici ou là ne peuvent faire oublier une récente succession d'échecs.

L'Arabie Saoudite, l'Iran, le Brésil, l'Australie, l'Algérie et bien d'autres, autant de contrats d'un montant global supérieur à vingt milliards de francs que se sont partagés pratiquement seuls Ericsson (Suède) et I.t.t. (Etats-Unis). Explication de Lorenzi et Le Boucher à cette série de déconvenues : « En fait, la raison en est simple : on n'exporte pas du matériel que l'on fabrique sous licence. Pour les centraux spatiaux, les pays demandeurs préférent logiquement s'adresser à la source première : I.t.t.... et Ericsson-Suède. »

Si les centraux temporels ont un peu mieux « marché » à l'exportation, la réelle avance française, acquise avec le tout-électronique paraît à la fois plus prometteuse et plus fragile. Après les 2,4 milliards de francs d'exportations réalisés en 1978, les industriels français du téléphone ont dès à présent obtenu pour quatre milliards de francs de commandes à l'étranger en 1979. Ce succès, auquel les multinationales américaines s'apprêtent déjà à riposter puissamment, pourrait être mis à profit pour créer des emplois et notamment sauver l'A.o.i.p., coopérative ouvrière de production menacée de disparition. Au moment où le président de la République s'émeut de l'inexactitude qui consiste à ne penser qu'aux emplois menacés et non à ceux créés, la téléphonie prendra valeur de test.

La multiplication rapide des communications intercontinentales, les impératifs de la Défense nationale, les retransmissions télévisées d'événements mondiaux, les progrès de la météorologie et l'apparition de nouveaux services ont rendu les satellites indispensables. Après avoir dépendu de la technologie et du bon vouloir américains pour lancer leurs satellites, les Européens et notamment les Français ont compris la nécessité de maîtriser ce secteur de pointe. Ainsi la fusée européenne Ariane (à 80 % française) va-t-elle lancer, pour le compte des P.t.t., fin 1982, puis au cours du premier trimestre de 1983, deux des trois satellites Télécom I. Un projet d'un coût global de 1,5 milliard de francs auquel les autorités françaises aimeraient associer des partenaires communautaires. Anglais et Allemands par exemple. Destinés à acheminer programmes de télévision et communications téléphoniques entre la métropole et les Dom-Tom à partir de 1983, les satellites Télécom I permettront aussi l'échange de données à haut débit entre ordinateurs, la télécopie ultra-rapide du courrier électronique, la vidéo-transmission, les visio-conférences, etc. Deux canaux à large bande passante seront par ailleurs réservés aux besoins de la Défense nationale. Maître d'œuvre chargé de réaliser ces trois satellites (dont un de secours), pour trois cent cinquante millions de francs environ, la société privé Matra a finalement eu la préférence du gouvernement français sur sa concurrente, la Société nationale industrielle et aérospatiale (Snias).

Quelque cent vingt satellites vont être lancés dans le monde au cours de la prochaine décennie. Soit un marché de l'ordre de trente milliards de francs. Les grandes compagnies américaines (Hugues Aircraft, I.b.m., A.t.t., Ford Aerospace, R.c.a...) ont toutes chances de tirer les marrons du feu en raison de leur avance comme des tergiversations des Européens, si longs à s'entendre. Dans ce domaine tout particulièrement, une trop forte suprématie américaine pourrait avoir des conséquences à peu près insurmontables. L'exemple de l'aéro-



Les "cadeaux" de Giscard à Honeywell

Les abandons répétés de Giscard d'Estaing au profit des intérêts américains ont eu de lourdes conséquences

En 1975 la France dénonce les accords Unidata et, tournant brusquement le dos à l'Europe, elle « s'allie » à une grande américaine, la Compagnie Honeywell. Celle-ci, qui connaît alors certaines difficultés financières, obtient du gouvernement français le rachat de 19 % de ses parts dans la Compagnie Honeywell-Bull (C.h.b.). Si l'on y ajoute les 34 % d'actions toujours détenues dans C.h.b. par la Compagnie des Machines Bull, la nouvelle société C.i.i.-H.b. sera à 53 % française. Le coût financier de l'opération paraît toutefois très lourd. Plus de 1,13 milliard de francs seront versés par l'Etat pour éponger préalablement les dettes de C.i.i. et acquérir 19 % des parts de Honeywell auxquels s'ajoutent 1,2 milliard de subventions accordées à C.i.i.-H.b. entre 1976 et 1979. La nouvelle société obtient en outre la garantie d'un montant de commandes publiques de quatre milliards de francs sur la même période. Sans parler des subventions annexes versées à Thomson pour qu'elle « accepte » de reprendre l'usine toulousaine ultra-moderne de C.i.i. et travaille à façon pour C.i.i.-H.b. jusqu'en 1980.

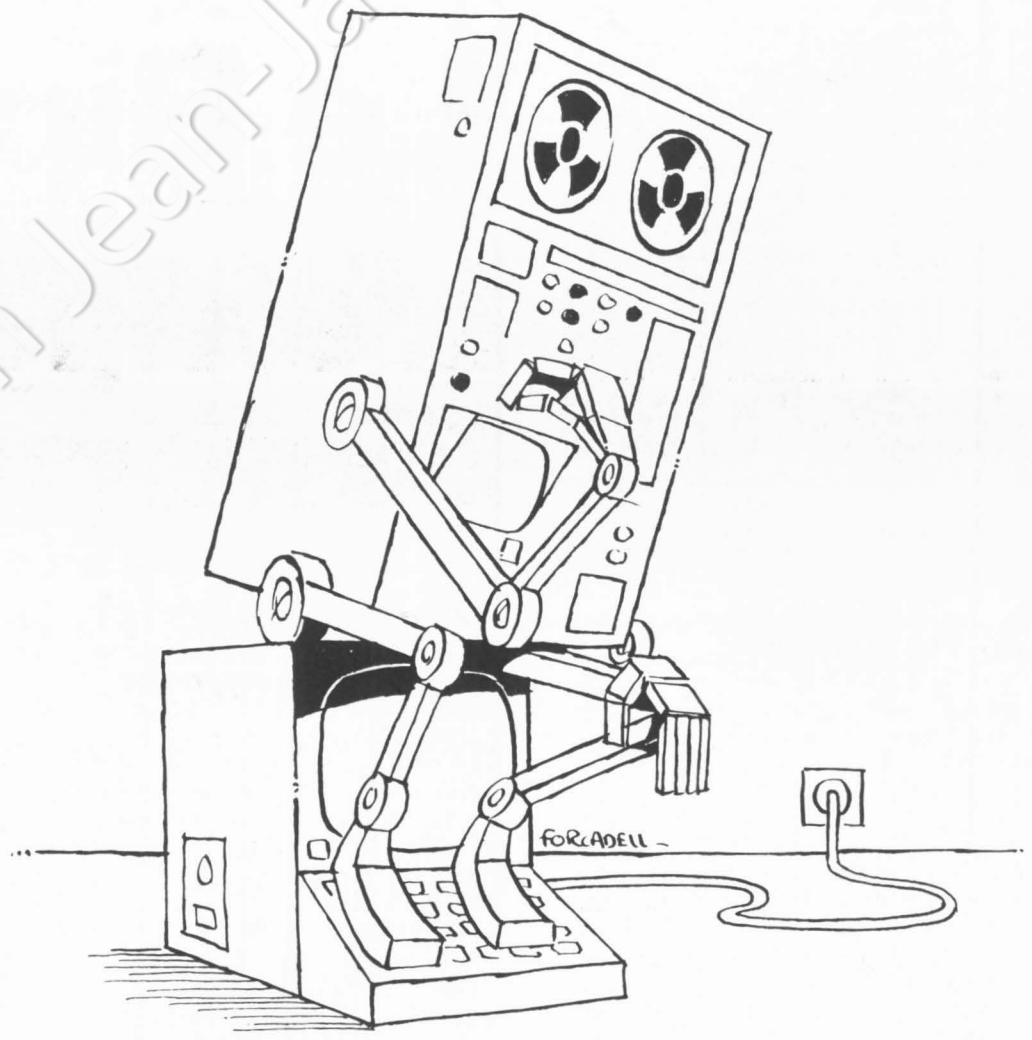
Au bout du compte, à quoi auront servi les presque sept milliards de francs dépensés dans cette opération ? Existe-t-il maintenant une grande industrie nationale des ordinateurs, comme promis ? A majorité française (53 %), C.i.i.-H.b. est en fait dirigée par la Société américaine Honeywell (47 % des actions). Celle-ci a, en effet, la haute main sur le Comité technique, lieu de décision de la politique industrielle, de l'orientation de la recherche, des choix technologiques, des lieux de production et de la répartition des marchés. La cession la semaine dernière d'une partie de ses actions dans C.i.i.-H.b. par la C.g.e. à Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ne devrait rien modifier à cet ordre de choses.

Les abandons répétés de Valéry Giscard d'Estaing au profit des intérêts américains n'ont pas eu que de lourdes conséquences financières. Peu de temps avant la création de C.i.i.-H.b., la C.i.i. avait réalisé, dans le cadre des accords Unidata, deux prototypes de grands ordinateurs, le « X 4 » et le « X 5 » (deux à trois fois puissant comme l'« Iris 80 »), commercialisables dès 1977. En vertu des accords passés avec Honeywell, ces deux modèles ont été mis au placard. Sous prétexte d'acheter français, les fonds publics ont alors servi à importer des ordinateurs « 66 », de puissance comparable à celle des « X 4 » et « X 5 », fabriqués par Honeywell dans l'Arizona. Honeywell s'est bien gardé de « renvoyer l'ascenseur » sur le marché américain. Elle y favorise, dans le bas de gamme, l'abandon du « 61 », d'origine française, au profit de son « Mini 6 ». Même chose dans la gamme moyenne où Honeywell s'acharne à « prendre en sandwich » le « 64 », conçu par Bull (il a pourtant connu un réel succès), pour le supplanter soit par son « Mini 6 » « gonflé » soit au contraire par son « 66/5 » « dégonflé » ou encore par de nouveaux modèles « 66 » bas de gamme. Enfin, la sortie par C.i.i.-H.b. d'un modèle haut de gamme, le « P 7 G », présenté comme l'un des événements du Sicob, constitue la meilleure illustration de la très mauvaise opération que fut la création de C.i.i.-H.b. Quatre ans et quelques milliards de francs après le démantèlement de C.i.i. et de l'informatique française, le « P 7 G » ne dépassera pas la puissance des « X 4 » et « X 5 » mis au point en 1975. Une puissance qui, compte tenu des progrès accomplis entre-temps par les concurrents de C.i.i.-H.b., sera considérée comme très moyenne lorsqu'en 1981 le « P 7 G » deviendra opérationnel.

Pour caractériser cette gabegie, la « N.r.s. » (n° 40) cite un responsable de l'Administration : « En somme, le ministère de l'Industrie nous demande de remplacer un matériel I.b.m. fabriqué à Montpellier par un matériel français fabriqué à Phoenix (Arizona), sans oublier d'acheter (aux Etats-Unis évidemment) un convertisseur de fréquence 50/60 Hz, puisque ce matériel français ne fonctionne que sous les fréquences utilisées aux U.s.a. ! »

Moralité : la France se retrouve aujourd'hui absente — ou pratiquement — de la conception et de la fabrication d'ordinateurs de haut et de bas de gamme, les deux secteurs à la plus forte expansion. De plus, à l'issue du troisième plan Calcul, qui a atteint 3,8 milliards de francs de 1975 à 1978, C.i.i.-H.b. connaît une situation inquiétante. Les subventions et les engagements d'achats publics arrivent à leur terme. L'industrie française de l'informatique n'a rien d'un fleuron technologique national. Et, signe qui ne trompe pas, C.i.i.-H.b. entend faire supporter à ses salariés le poids de ses erreurs : un plan de restriction salariale leur a été annoncé le 11 mai dernier. Voici quinze ans à peine, la Compagnie Bull pouvait aspirer à un avenir digne d'I.b.m... L'étendue de ce gachis donne le vertige ! ●

J.-L.R.



nautique devrait pourtant ouvrir bien des yeux.

Après les télécommunications, les sociétés de services et de conseils constituent le deuxième point fort français dans la filière informatique. Réalisant un chiffre d'affaires en progression annuelle de 23 % et qui devrait approcher les six milliards de francs (dont un milliard à l'exportation) en 1979, les S.s.c.i. françaises, très concentrées, emploient vingt-cinq mille personnes. Louant les ordinateurs, concevant des programmes à la demande, dispensant leurs conseils aux entreprises désireuses de se doter d'un département informatique, allant jusqu'à se spécialiser étroitement comme dans l'informatisation des agences de presse (avec l'A.f.p., puis l'agence Tass), les S.s.c.i. ont largement participé à la mise au point des programmes nucléaires et spatiaux du pays. Leurs remarquables performances ne doivent cependant pas dissimuler la montée très rapide de la concurrence japonaise. Celle-ci ne vient-elle pas de leur ravir la deuxième place mondiale, place qu'elles occupaient jusqu'alors, très loin derrière leurs homologues américaines, au chiffre d'affaires sept fois supérieur ?

Télécommunications et services mis à part, les cinq autres nœuds technologiques énoncés par Lorenzi marquent autant d'échecs de la politique industrielle française. Pour autant qu'il en existe une...

L'informatique en fournit le pire — ou le meilleur — exemple. En 1964, malgré l'hostilité du général de Gaulle, le ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing autorise la société américaine General Electric à absorber la première société française d'informatique, la compagnie des machines Bull. Il eût pourtant suffi de quelques centaines de millions de francs d'aide publique pour empêcher cette première braderie lourde de conséquences. Les syndicats avait déjà réclamé alors la nationalisation de Bull.

Trois ans plus tard, en 1967, le gouvernement adopte un premier plan Calcul. Pour s'être heurté l'année précédente au refus américain de livrer au Commissariat à l'énergie atomique un gros ordinateur indispensable à la naissance du nucléaire français, de Gaulle encourage la création de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.i.i.). Issue du regroupement de plusieurs sociétés, mais bientôt contrôlée par Thomson-C.s.f. et la C.g.e., le C.i.i. s'engage à développer une gamme d'ordinateurs avec l'aide financière des pouvoirs publics. Le gouvernement passe en ce sens une première convention de cinq ans avec la C.i.i. en 1967, suivie d'une deuxième convention assez semblable en 1970.

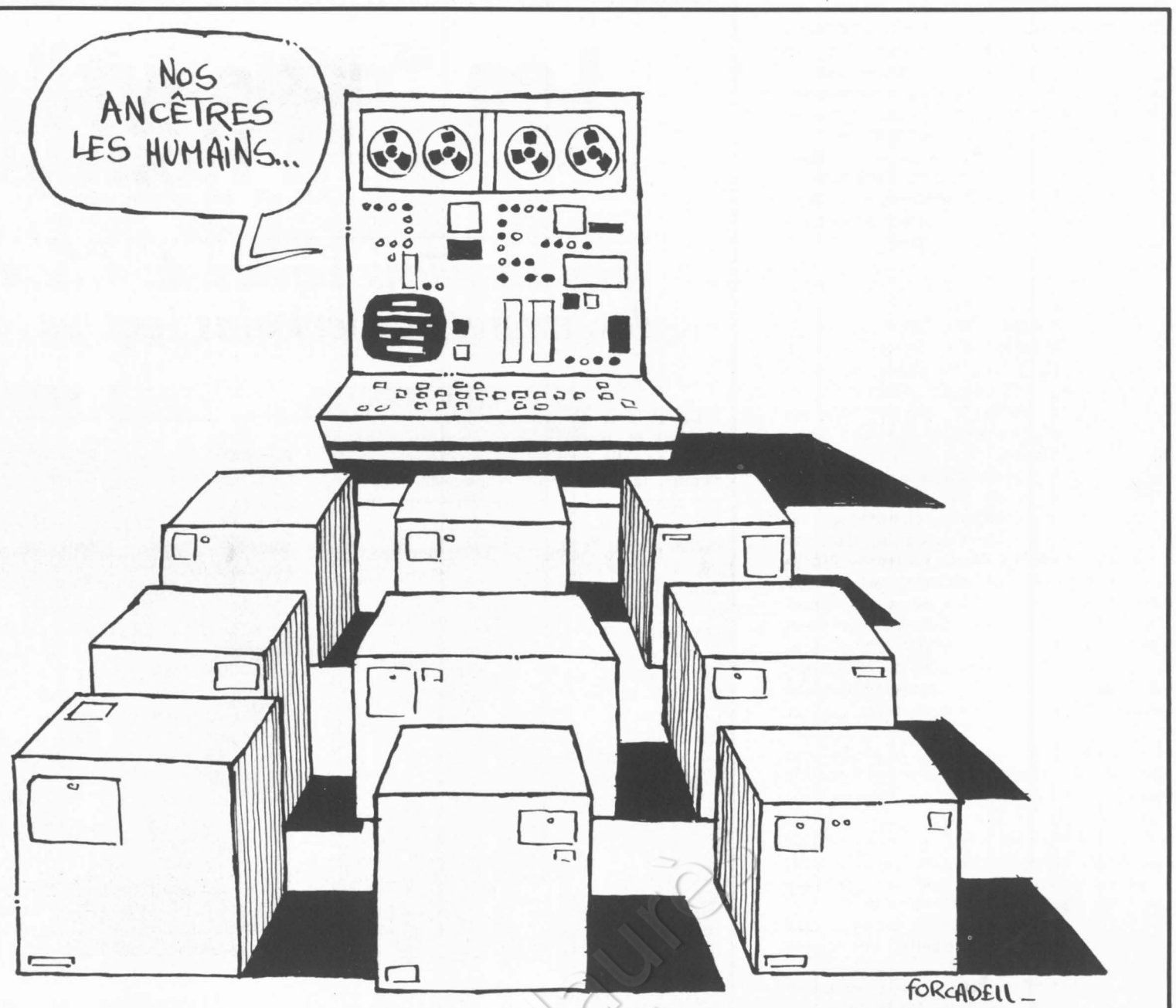
Dépendance technologique

Toujours en 1970, General Electric se débarrasse de son département informatique auprès d'un autre groupe américain, Honeywell. Ainsi naît la Compagnie Honeywell-Bull (C.h.b.). En France, une action publique se développe à partir de 1973 en faveur de la péri-informatique (mini-ordinateurs, terminaux et périphériques). Les accords Unidata doivent dès lors marquer l'affirmation d'une volonté européenne d'indépendance. Une étroite coopération entre Philips, Siemens et C.i.i. doit permettre la création d'une gamme commune d'ordinateurs et la convergence de leurs politiques commerciales.

De 1966 à 1974, les deux premiers plans Calcul ont coûté à peu près deux milliards de francs à l'Etat dont 1,3 milliard pour la seule C.i.i. Celle-ci a réussi à concevoir et réaliser une série d'ordinateurs, les Iris. Le puissant Iris 80 (dont les dernières livraisons interviendront l'an prochain) en constitue le haut de gamme. Un optimisme raisonnable semble alors autorisé. L'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée remettra en cause tous ces acquis.

La constitution de C.i.i.-H.b., société américano-française, n'a pas permis à notre pays de maîtriser ce secteur industriel clé de l'informatique. Le marché mondial (quarante milliards de dollars) est dominé à 60 % par les firmes américaines (dont un tiers par I.b.m.). En 1975, les équipements installés en Europe étaient directement ou indirectement à 84 % d'origine américaine. En 1978, C.i.i.-H.b. n'a conquis que 20 % du marché français (contre 30 % en Grande-Bretagne pour son homologue I.c.l.). Plus de 60 % du chiffre d'affaires annuel de C.i.i.-H.b. provient de la simple revente dans l'Hexagone de machines importées, ce qui fait de cette compagnie une firme d'import-export, voire un sous-traitant de luxe. Ce n'est pas Honeywell qui s'en plaindrait. La dépendance technologique de l'informatique française l'enrichit.

Autre secteur stratégique, les composants jouent un rôle de premier plan dans l'évolution des ordinateurs et de l'informatique.



Le Bipa en question

Pari ambitieux ou joujou de milliardaire, à quoi sert la Banque d'information politique et d'actualité ?

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

BIPA. Ce n'est ni un animal préhistorique ni le nom d'un nouveau microbe créé par des manipulations génétiques. Ce sigle mystérieux ne dit encore rien à personne sauf peut-être aux quelques fanas de télématique qui auront réussi à débusquer le stand de la Documentation française (1) au Sicob. Il s'agit pourtant d'un pari ambitieux : créer, face aux tentaculaires banques de données made in U.s.a., une « Banque d'information politique et d'actualité » (B.i.p.a.) label France. Intention louable s'il en est. L'intérêt d'une telle banque de données ne se limite d'ailleurs pas à occuper le terrain face à l'invasion télématique américaine. La Bipa c'est aussi une réelle décentralisation de l'information : il suffit de posséder un téléphone pour l'interroger des quatre coins de la France. Avec la possibilité de se faire adresser par la poste références ou documents recherchés (2). Plus sophistiquée et plus coûteuse (10 000 F), l'installation d'un terminal permet de dialoguer directement avec l'ordinateur central installé à Sophie-Antipolis, près de Nice. Et l'informatisation en matière documentaire c'est aussi la possibilité d'engranger une masse d'informations colossale et d'y avoir accès en quelques minutes. Expérience faite au Sicob ! Interrogé sur les articles que « l'Unité » publia dans le domaine politique, après quelques secondes de pianotage sur le terminal, l'ordinateur a immédiatement affiché sur l'écran les titres des articles contenus dans sa « mémoire » et les noms de leurs auteurs. Il ne restait plus qu'à sélectionner l'article désiré et à attendre sa sortie sous forme de photocopie. Durée de l'opération : quatre minutes.

Tout cela c'est bien joli, presque magique. Restent quelques questions banales : combien ça coûte ? Qui va payer ? A quoi, à qui cela servira-t-il ? Et il faut bien dire que la Bipa a été lancée au début des années 1970 sans que quiconque ait tenté de répondre à ces questions. C'était après le plan Calcul, il fallait informatiser et informatiser français. On acheta donc des machines C.i.i. assorties d'un « logiciel » (la nourriture spirituelle de l'ordinateur) français. Au fil des années le service informatique de la Documentation française (D.f.) a pris de l'extension. C'est même le seul qui grandit. Il draine une grosse part du budget de la D.f. et absorbe la plupart des postes créés. De trente personnes qui y travaillent aujourd'hui, le service passera à quatre-vingt-dix en 1984. « Nous créerons des emplois grâce à la Bipa », affirme M. Burel, directeur-adjoint de la D.f. Certes. Mais il faut préciser que sur trente personnes, moins de dix sont des fonctionnaires : les autres sont des non-titulaires vacataires ou contractuels. « La situation est mouvante, nous préférons éviter de nous lier les mains », précise encore M. Burel. Et cette création d'emplois a son revers : quand telle entreprise s'abonnera à la Bipa ou possédera son terminal, elle n'aura plus besoin d'un service de documentation.

De fait, la Bipa illustre bien les contradictions et les ambiguïtés de l'informatisation, et pas seulement dans le domaine de l'emploi. « La Bipa doit être vigoureusement neutre et systématiquement pluraliste », écrit Jean-Louis Crémieux-Brilhac, directeur de la D.f. dans une brochure d'information distribuée au Sicob. Dont acte : l'une des premières tâches du service informatique fut de mettre sur ordinateur la totalité de quelque huit cents déclarations et discours prononcés par Giscard depuis 1974... et en texte intégral, s'il vous plaît ! Peut-être cela a-t-il facilité le déblocage de quelques subventions. Détail comique : ce fichier porte modestement le nom de Salomon — facétie ou naïveté ? L'informaticien responsable de ce nom de baptême a-t-il lu la définition du Petit Larousse 1972 : « Son faste et son penchant pour l'idolâtrie favorisèrent la décadence puis après sa mort la scission de son royaume... » Soyons justes : l'une des « bases » de la Bipa — la base « orateur » — doit rassembler les principales déclarations des hommes politiques et des syndicalistes... mais eux n'auront pas le privilège du texte intégral : ils ne figurent qu'en références ! Question gros sous, la direction de la D.f. se complaît dans le flou artistique. Bien sûr aucune étude de marché n'a été réalisée avant de créer la Bipa. Ce n'est pas l'usage dans l'Administration. Pour le directeur-adjoint de la D.f. c'eût été superflu : « Le marché n'existe pas encore... il faut d'abord former les utilisateurs pour qu'ils sachent se servir d'une banque de données. » Pierre Pelou, 36 ans, chef du service informatique, est plus précis : « La Bipa ne sera pas rentable. Il n'y a actuellement dans le monde entier que deux ou trois banques de données rentables. Mais nous voulons tout de même faire rentrer un peu d'argent dans les caisses... » Car le budget annuel de la Bipa se monte à un million et demi de francs. En clair, cela signifie faire payer les utilisateurs de la Bipa.

Or l'accès à l'information était jusqu'à présent gratuit : étudiants, chercheurs ou simples particuliers pouvaient sur simple présentation d'une carte d'identité utiliser la bibliothèque de la D.f. et compulser les dossiers de presse. « Cela restera gratuit pour les usagers de la bibliothèque, affirme M. Burel ou peut-être leur fera-t-on payer une somme modique à l'instar des banques de données américaines pour éviter les recherches farfelues. » En fait de somme modique, c'est écrit noir sur blanc dans la brochure « Bipa » disponible au Sicob : l'heure d'interrogation de l'ordinateur coûtera quatre cents francs. Et il n'y est pas question de distinguer entre les différents utilisateurs. C'est à partir du 1er janvier 1980 que la Bipa commencera à facturer ses services. Et il est vraisemblable que cela sera rentable au moins pour la société de services qui assurera la commercialisation de la Bipa. « Cela signifiera aussi que nous perdrons la maîtrise de notre travail, explique un syndicaliste. Nous serons « les petites mains » ou plutôt les petites têtes de la Bipa, nous effectuerons le travail fastidieux qui consiste à indexer les articles, à remplir les bordereaux. Et ce sera la société de services en contact avec les clients qui aura la haute main sur le devenir de la Bipa et qui réalisera les bénéfices... » Une hypothèse qui risque fort de se vérifier à brève échéance. ●

(1) La Documentation française fait office à la fois de maison d'édition d'Etat et de centre de documentation tous azimuts - France, Amérique latine, Pays de l'Est, etc.

(2) L'accès au service « Questions-réponses » (261-50-10 poste 493) est gratuit jusqu'au 1er janvier 1980.

Successeurs des lampes et des circuits classiques à transistors, les circuits intégrés ont évolué très vite. Le niveau d'intégration accru des composants sur les circuits a débouché sur l'apparition des microprocesseurs. Composants de très petite taille, les microprocesseurs constituent à eux seuls de véritables unités de traitements. Il ne leur manque que la mémoire et ce qui permet de « dialoguer » avec l'unité centrale pour en faire de minuscules ordinateurs.

Dans le domaine des composants, notamment pour les circuits intégrés et les microprocesseurs, la supériorité américaine est écrasante. Les industriels français s'approvisionnent massivement outre-Atlantique et au Japon, à raison de 85 % pour C.i.i.-H.b. par exemple. Il existe bien dans notre pays quelques fabricants de composants, comme Sescosem (du groupe Thomson) ou Leti et Efcis, mais les cent millions de francs de soutien public mis en œuvre avec le premier plan Composants semblent avoir été dépensés en pure perte.

Sur les six cents millions de francs prévus au nouveau plan Composants, plus de la moitié servira en fait à introduire en France les groupes américains Harris et National Semiconductor. Ils rejoindront leurs compatriotes Texas Instrument et Motorola, déjà installés.

Notre pays n'a-t-il pas la capacité de développer, comme l'ont fait l'Angleterre ou le Japon, des solutions nationales à ses carences dans l'étude et la fabrication des composants ? On se heurte ici à une flagrante absence d'ambition doublée d'un manque de volonté nationale ou même européenne. Cela n'est pas sans effets sur le niveau du travail : un emploi créé dans les composants en entraîne près d'une centaine dans les matériels qu'ils permettent d'étudier et de fabriquer.

On peut lire dans « Mémoires volées », à propos du décalage croissant entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine des composants : « Une telle évolution signifie non seulement une avance technologique renforcée mais aussi une domination dans les industries en aval utilisatrices de circuits. En outre, le décalage Etats-Unis-Europe change de nature. Une domination sur toutes les industries électroniques s'installe à partir des maîtrises des composants les plus évolués. Tout concourt décidément à assurer la pérennité de la suprématie américaine. »

L'isolement de l'individu

Cet inquiétant panorama ne s'arrête pas là. La domination japonaise pour tout ce qui touche à la radio-télévision, à la hi-fi, aux écrans et aux terminaux, les faiblesses généralisées de notre industrie dans les autres domaines (péri-informatique, bureautique, etc.) nécessitent un changement urgent et radical de politique.

Après avoir dressé un inventaire précis de la situation, répertorié les forces et les faiblesses de l'industrie française, le Parti socialiste préconise de recréer un puissant pôle industriel nationalisé autour de C.i.i.-H.b. Le Plan visera alors à insérer l'informatique dans un ensemble télématique où elle constituera avec l'électronique, la mécanique, les télécommunications et l'aérospatiale un ensemble dynamique à même de développer l'emploi (aujourd'hui sérieusement menacé), d'améliorer la qualité de la vie et de conquérir durablement des marchés à l'exportation. Faute de pouvoir toujours s'en sortir seules, les industries françaises de ce secteur pourront se tourner vers des partenaires européens, comme ce fut déjà le cas avec succès pour l'Airbus.

Il va de soi que ces technologies nouvelles devront être mises au service du progrès. Contrôlées par l'homme, elles feront l'objet d'une vigilance particulière pour la sauvegarde des libertés individuelles et collectives.

L'isolement de l'individu, confiné chez lui entre ses écrans et ses boutons pour s'instruire aussi bien que pour travailler, se soigner, se distraire ou effectuer ses achats, tout en cherchant à se conformer aux nouvelles normes, n'a plus rien d'utopique. L'effrayant société dépeinte par Orwell dans « 1984 » est moins éloignée qu'on ne le croit.

Informatique et télématique permettent en ce sens au capitalisme de récupérer des valeurs de gauche traditionnelles pour sortir avec profit de la crise de mutation qu'il traverse. Comme l'explique Jacques Attali : « A nous de montrer qu'il est possible d'inventer une autre sortie de crise que celle qui produirait l'homme en série et qui ferait désirer la normalité en la camouflant sous les drapeaux de l'autonomie et de la liberté. » ●

Rechute à Baudelocque

Les conditions d'hygiène, désormais moins respectées, seraient une des causes des épidémies dans les hôpitaux

PAR EMMANUELE PLAS

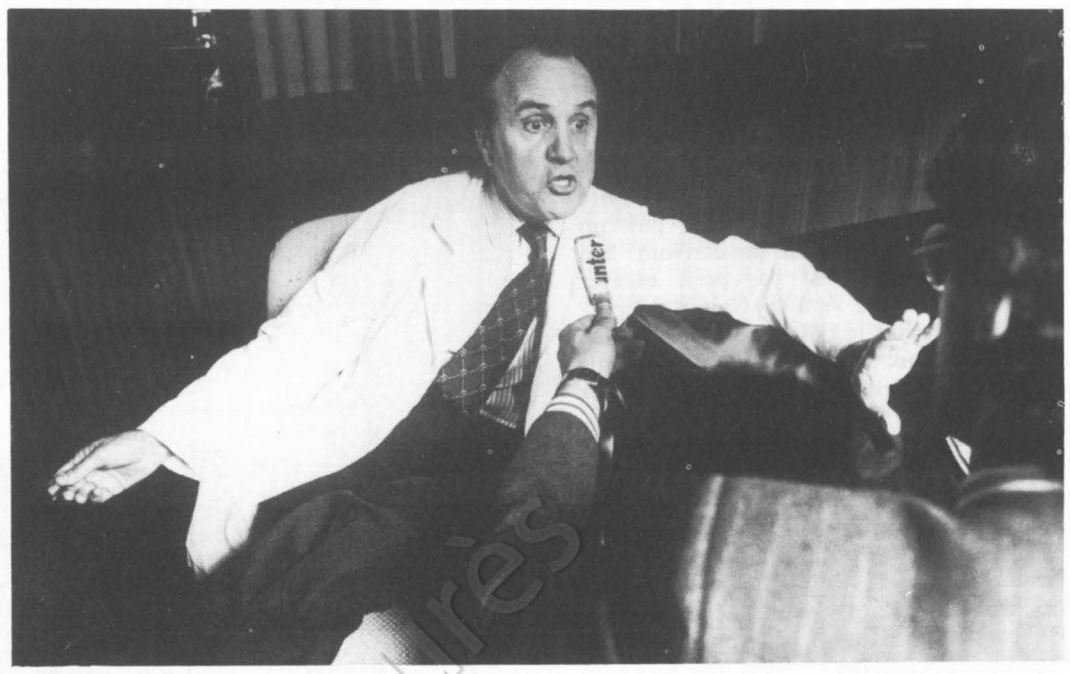
LA célèbre maternité parisienne est fermée depuis le 24 septembre. En effet trente-cinq cas d'entérocolite ulcéro-nécrosante ont été dénombrés depuis un an. Au printemps dernier un bébé était mort, mais la maternité était restée ouverte. Les raisons invoquées à l'époque par le chef de service, le professeur Claude Sureau et la direction de l'Assistance publique pour justifier cette mesure : les autres maternités étaient surchargées et les risques de dissémination dans d'autres centres étaient très grands. Une hygiéniste suisse appelée en consultation confortait cette position : dans l'ignorance où l'on était du caractère infectieux de la maladie il valait mieux arrêter les choses sur place en situation de fonctionnement.

Si au printemps la plupart des enfants touchés étaient des prématurés, cette fois-ci ce sont trois bébés nés à terme et en bonne santé qui ont été atteints. Et aujourd'hui comme hier, la cause de l'infection reste inexpliquée. Mieux, les derniers cas ajoutent à la confusion.

Bactérie ? Microbe ? Virus ? La « petite bête » cause de l'entérocolite ulcéro-nécrosante de Baudelocque n'est pas débusquée. Maigre consolation que de savoir que cette maladie ne semble pas atteindre les nourrissons des pays sous-développés mais qu'elle fait des ravages dans les maternités des Etats-Unis et de l'Europe industrialisée.

Et pourtant, fait-on remarquer à l'Assistance publique, à la suite des cas survenus au printemps dernier, des mesures draconiennes d'hygiène et de désinfection avaient été prises. Or les trois nouveaux cas sont apparus dans une petite aile de la maternité qui avait été fermée pendant l'été et complètement désinfectée à la rentrée.

Alors, Baudelocque, une fatalité ? Ce n'est pas l'avis de Jean-Pierre Welterlin, conseiller socialiste de Paris et membre du comité d'administration de l'Assistance publique pour qui l'affaire de cette maternité n'est que le détonateur d'une situation qui peut avoir des conséquences catastrophiques dans tous les hôpitaux. Comment ne pas rapprocher, en effet, l'affaire de Baudelocque de ce qui s'est passé, au début de l'année, à La Salpêtrière où on a dû fermer un service de chirurgie cardio-vasculaire (trois morts), et dans un centre d'hémodyalise de l'hôpital Tenon ? Car dans ces deux cas on a connu un début d'épidémie. Et il semble bien que ce sont les conditions d'hygiène dans les hôpitaux qui soient en cause. Si aucun service n'est à l'abri d'un accident, il paraît certain que du côté de l'hygiène tout n'est pas fait pour les éviter. A l'appui de cette thèse : la réduction maximum du budget de fonctionnement des hôpitaux et par conséquent de l'entretien.



Le professeur Sureau.

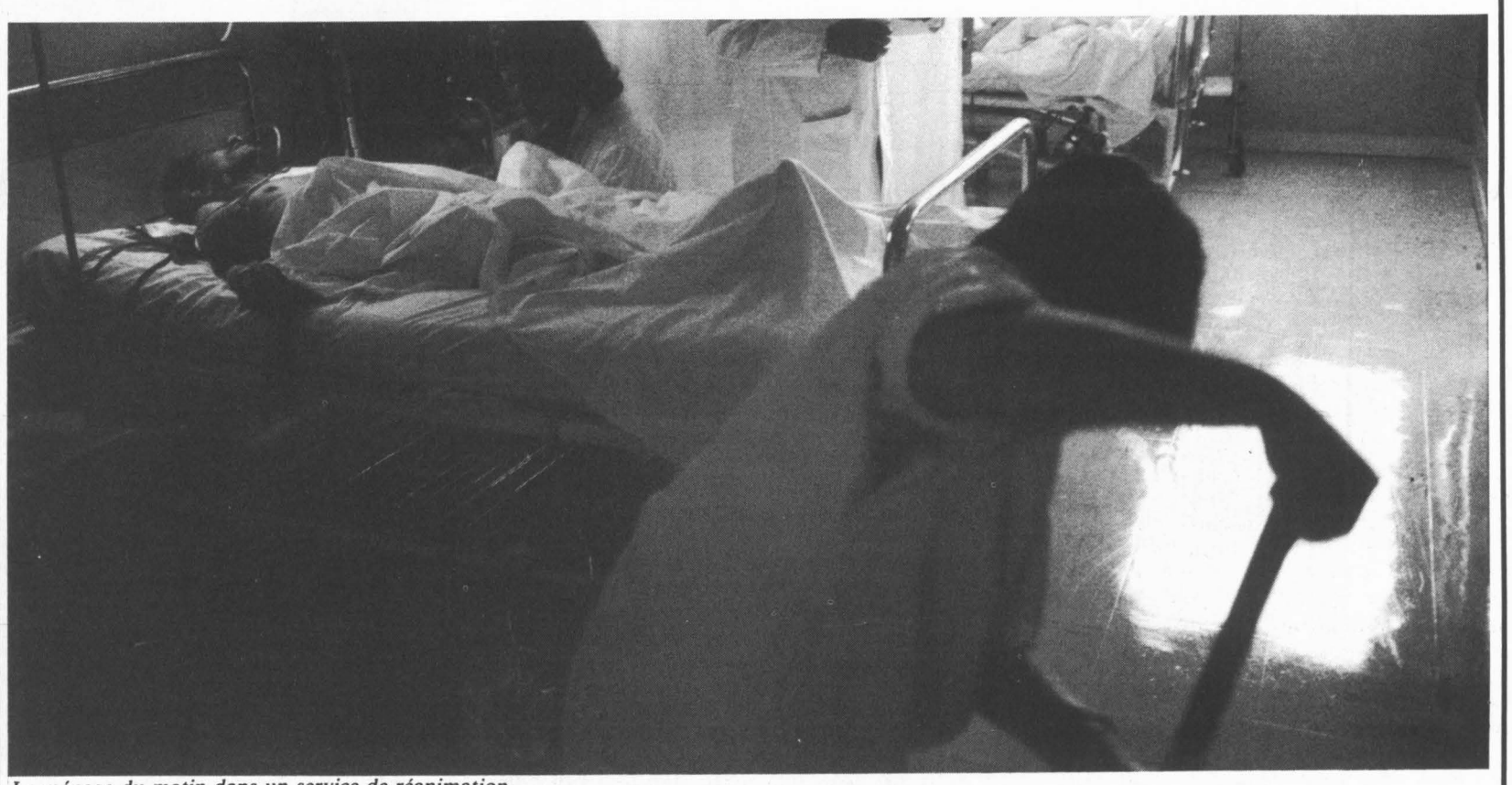
Il y a quatre ans déjà l'Assistance publique lançait une grande campagne sur le thème de l'hygiène dans les hôpitaux. Mais dans le même temps la Direction des hôpitaux adressait des notes de service ayant pour objet la réduction considérable des fournitures et des produits d'entretien ! Actuellement, à La Salpêtrière, on transporte les poubelles et les malades dans le même ascenseur. La vétusté n'est pas seule en cause, puisque dans un pavillon neuf de ce même hôpital on a fait passer les tuyaux des W.c. dans la salle d'opération ! Ajouté à cela que l'Assistance publique qui manque d'agents hospitaliers et n'a pas l'intention de faire le moindre recrutement supplémentaire passe, pour pallier l'insuffisance d'effectifs, des contrats avec des sociétés privés d'entretien. Le seul but de ces sociétés est bien sûr de nettoyer le plus vite possible la plus grande surface possible. Adieu les précautions indispensables prises naguère par le personnel d'entretien des hôpitaux.

A l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, la Société Segid a la charge de l'entretien de l'établissement, du troisième sous-sol au quinzième étage : « Les employés de cette société, en grande majorité des immigrés, travaillent journellement à l'hôpital et sont donc en contact immédiat avec les malades, dit Jean-Pierre Welterlin. Or, ces travailleurs n'ont droit ni aux vaccinations ni aux visites médicales, alors que, règlementairement, toute personne travaillant dans un hôpital est obligée de subir ces vaccinations et contrainte de passer systématiquement des visites médicales, précisément à cause des risques d'infection. »

Toujours parce que l'Assistance publique manque de personnel, elle donne de plus en plus de linge à traiter à l'extérieur, dans des blanchisseries privées. Et ce linge d'hôpital qui peut être la source d'infections graves est mélangé au tout-venant ! Tout cela correspond à une politique de privatisation concertée qui commence, comme le dénonçait au printemps dernier la section C.g.t. du personnel de La Salpêtrière, par une réduction du personnel. Car celui-ci ne peut même plus entretenir correctement les machines. Ces dernières sont tombées en panne : trente tonnes de linge ont été bloquées. Il a fallu en jeter la moitié ! Devant une telle gabegie, une seule possibilité pour l'A.p. : s'adresser au secteur privé. C.q.f.d.

Aussi au nom de la rentabilité des hôpitaux et de la diminution du coût de la santé dont le gouvernement a fait son cheval de bataille pour combler le déficit de la Sécurité sociale, les « accidents » risquent fort de se multiplier.

Une anecdote en forme de fable : au printemps dernier, l'Assistance publique n'avait même pas consulté le service d'hygiène de la Ville de Paris parfaitement compétent pour désinfecter Baudelocque. Cette fois, elle fait appel à lui. La situation est-elle devenue si grave que seul un service public peut être à la hauteur ? Il eut mieux valu y songer plus tôt. ●

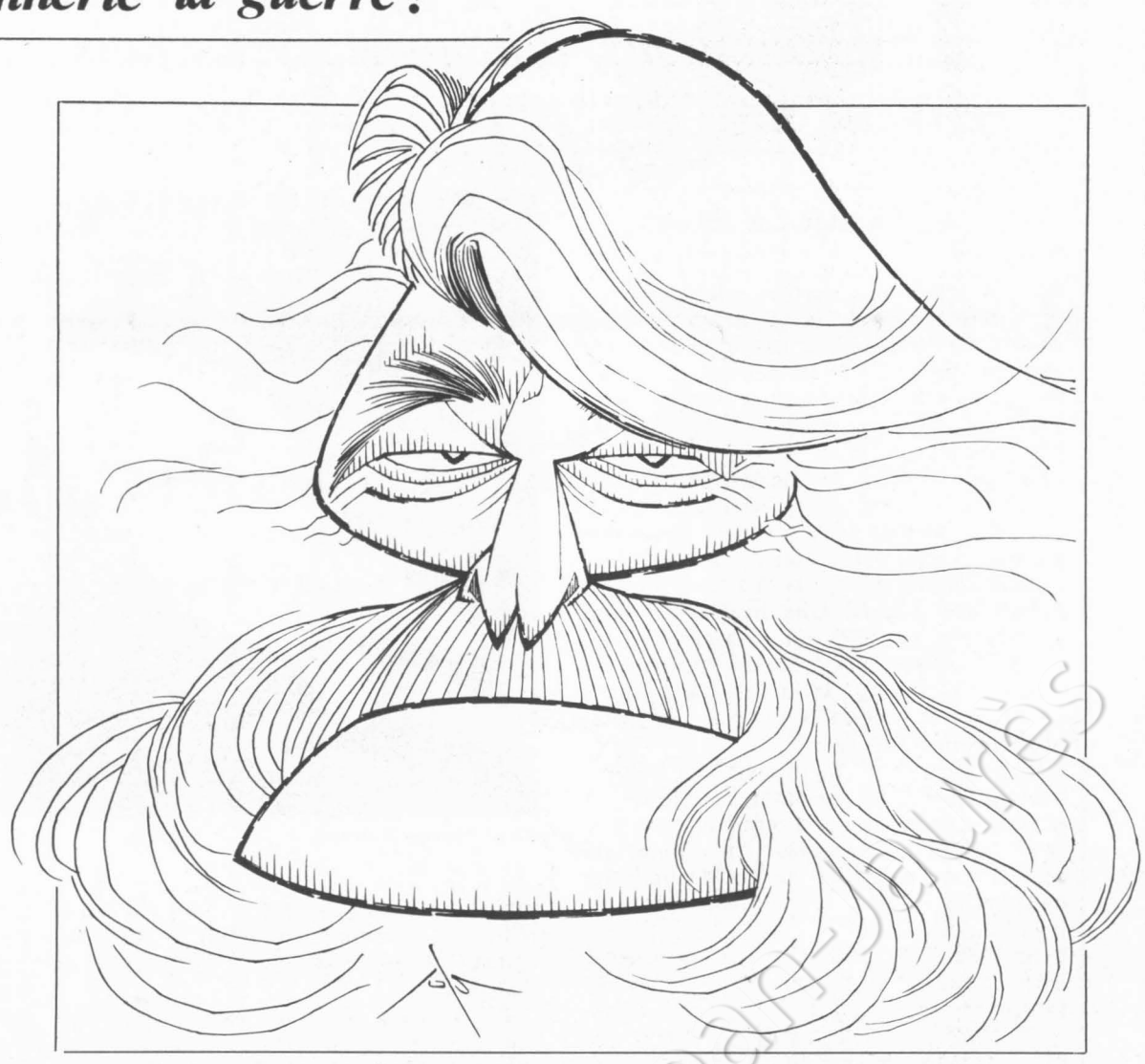


Le ménage du matin dans un service de réanimation.

Le Rital et la Russkof

Dans "les Russkofs", Cavanna ne cesse de crier "O Maria, quelle connerie la guerre !"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



APRES « les Ritals » voici « les Russkofs ». J'entends d'ici les persifleurs : « Ouais, Cavanna a trouvé un bon filon, il ne tient pas à le lâcher ; qu'est-ce qu'il va commettre après ? « les Bougnoules » ? » Jaloux, allez vous faire pendre ailleurs : Cavanna n'est pas un commerçant, Cavanna est un écrivain. S'il raconte sa vie ce n'est pas pour essayer d'avoir deux livrets A à la Caisse d'Epargne ni pour épater le bourgeois. C'est parce qu'il en a besoin : ses plaies qui saignent, ses joies qui débordent, il les laissent couler sous sa plume. Pas par exhibitionnisme, plutôt par sauvegarde, comme on jette une bouteille à la mer.

Messages bien reçus. Dans le premier, Cavanna avait sculpté le visage de son père. Dans le second rayonne celui de Maria. Maria, la petite Russkof... Amateurs de frime, vous voilà déçus : entre 1939 et 1945, Cavanna n'a rencontré personne qui soit devenu célèbre par la suite. Il n'a pas fait l'exode avec le colonel de Gaulle. Il n'est pas parti en camp avec Marcel Dassault. S'il est allé au S.t.o., c'est sans y croiser Marchais. Cavanna ne s'est inventé après coup aucune aventure extraordinaire, aucun copain notable, aucun acte héroïque. Il ne réécrit pas l'Histoire pour se faire un beau masque, pour s'y donner le beau rôle et éblouir les copains. Les souvenirs embellis, la vantardise et la goujaterie des exploits guerriers, il laisse ça à d'autres. « C'était la guerre, ce n'était pas ma guerre », dit-il.

Ne cherchez pas une leçon là où il n'y en a pas. Cavanna n'en donne pas. Pas plus qu'il ne pleurniche. Il fait seulement les comptes et mécomptes de sa vie de « pauvre con » qui n'avait rien demandé, mais qui se retrouve embarqué de force pour l'Allemagne le jour de ses vingt ans, presse des pièces d'obus pendant des mois, déblaie les ruines de Berlin, creuse des tranchées anti-chars, se fait libérer par les Russes, mettre en camp par les Américains et se retrouve en France tout aussi dénudé qu'avant. Pas eu le temps d'être lâche. Pas pensé à devenir un chef. Une seule obsession, une seule constante : sauver sa peau. Ni Dieu ni maître, mais la vie pour tous !

Revenir vivant, c'est quand même le plus beau bras d'honneur qu'on puisse faire aux marchands de canons... Des centaines de milliers de « pauvres cons » l'ont fait. La chronique de Cavanna est la leur : ils sont encore là pour la lire.

Mais Cavanna ne s'est pas contenté d'écrire les « anti-mémoires d'un ancien non-combattant ». Il a surtout transformé un livre de guerre en roman d'amour. Roman vécu et meurtrier. Blessure définitive : des années après, la souffrance est encore aiguë. Comme au doigt qu'il s'est coupé là-bas, Cavanna a mal à Maria qu'il a perdue. On ne guérit pas de la maladie d'amour. On ne reçoit ni médaille ni pension, même si on l'a attrapée en temps de guerre...

Pacifique colère

C'est en fabriquant des obus que Cavanna a rencontré Maria. Il a appris sa langue, ses chants et son corps. Fauteurs de mort involontaires, ils ont délibérément, désespérément joué à la vie : le Rital et la Russkof. L'époque leur était insulte, ils en ont fait un hymne. Les temps étaient à la haine, ils ont fait pousser la tendresse. Elle riait comme personne, il en était « cucul » de bonheur. Le jour où ils ont été libérés, elle est partie chercher des victuailles à la ville d'à côté. Elle n'est jamais revenue. Il l'a cherchée pendant des mois à travers toute l'Allemagne. Il ne l'a jamais revue. Il la cherche toujours...

Il paraît que Cavanna écrit comme Céline. Bon. Et après ? Le compliment est un peu ambigu. Facile d'abord : ce n'est pas parce qu'on fait des crocs-en-jambe à la syntaxe qu'on doit tout à papa Louis-Ferdinand. Dangereux ensuite : Céline était paranoïaque, complaisant et sordide, Cavanna, lui, est blessé, lucide et généreux. Son style, il l'a dans le sang, dans ses globules d'immigré et d'éternel paria. Son vrai style c'est son père, c'est Maria. Céline ne se serait pas gêné ; il aurait gueulé un : « Viva Maria ! » sans pudeur. Cavanna laisse seulement gronder sa colère pacifiste : « O Maria, quelle connerie la guerre ! »

Cavanna : « les Russkofs » (Belfond).

Emmène-moi au bout du monde !

La vie de Thomas Chanaud, employé sans histoire, bascule définitivement lorsque son regard croise celui de Farid Tallal

PAR ALAIN SABATIER

THOMAS Chanaud, employé à la Sécurité sociale, enfermé dans sa cage de verre, aurait pu être un homme sans histoire, tout occupé à ses statistiques et au décryptage des feuilles de maladie.

Mais voilà, Anne Bragance a envie de crier et elle se souvient. Thomas Chanaud, le héros de son livre « Clichy-sur-Pacifique » (Le Seuil), ne sera donc pas un homme tranquille.

Elle se souvient du port de Casablanca où, enfant, elle se promenait avec son frère au milieu des caisses, des sacs de café et des lots d'agrumes, à quelques mètres de navires en partance vers des pays lointains.

Elle se souvient aussi des dockers marocains qui attendaient là, parfois dès la nuit et souvent en vain, qu'on les engage pour la journée.

Aujourd'hui d'ailleurs, cela n'a pas changé nous dit-elle, ces hommes sont toujours là, avec la même résignation et les femmes, sur le rebord du trottoir, attendent toujours qu'on leur donne du travail. Quant aux prisons marocaines, elles sont pleines et même des enfants y sont enfermés.

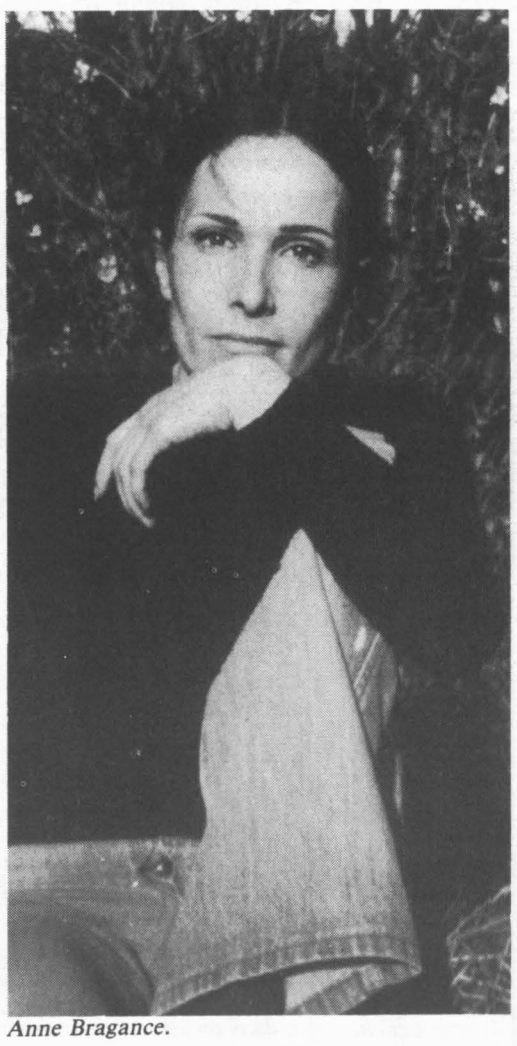
C'est pour cela sans doute que la vie de Thomas Chanaud bascule définitivement lorsque son regard croise celui de Farid Tallal.

Car le regard de Farid, c'est celui du frère jumeau de Thomas Chanaud, compagnon des navigations imaginaires de leur enfance, le frère disparu il y a plus de vingt ans et que Chanaud n'a jamais renoncé à retrouver. Ces voyages, il n'a jamais renoncé non plus à les faire et des noms aux consonnances merveilleuses résonnent encore dans sa tête : Iquique, Samoa, Macao, Quadalupe, Rotterdam ou Chittatong.

Farid, lui, est algérien. Il vit à Clichy, rue du Docteur-Emile-Roux, dans une misérable chambre qu'il partage avec trois de ses compatriotes.

Et il crie la nuit et il crie le jour, car il est atteint d'un cancer, ce crabe, disent ses amis, qui lui ronge la poitrine. Et alors les rêves de courses lointaines de Thomas Chanaud prennent chair. La vie s'installe. Quittant sa cage de verre, ses itinéraires bien tracés, il s'embarque avec Farid pour son premier grand et vrai voyage, destination Clichy-sur-Pacifique. Première escale : impasse des Cailloux. Ce sera ensuite une course à l'infini.

Clichy-sur-Pacifique, j'y suis allé, pour voir. La rue du Docteur-Emile-Roux, de même que l'impasse des Cailloux, existe. Elle est telle que l'a décrite Anne Bragance : « Rue de petites commerces et de modestes ateliers, maigre rue où l'éventualité même d'une quelconque réussite, d'un bonheur, d'un essor, paraît d'emblée exclue, absurde. Les immeubles qui la bordent se bouchent mutuellement la vue et semblent lutter vis-à-vis, façade à façade pour un peu plus d'air, un peu plus de lumière. Derrière ces murs, même le jour on ne voit pas le jour. La rue passe du noir au gris, et on dit que c'est le jour. » Là vivent et travaillent des milliers d'hommes qui ont quitté le soleil de leur pays en espérant forcer le destin.



Anne Bragance.

C'est avec résignation qu'ils se prêtent aux vérifications d'identité dans la rue, avec calme qu'ils répondent aux tutoiements d'inconnus arrogants. C'est aussi avec un faible sourire d'une douceur infinie qu'ils répondent « non » lorsqu'on leur demande si les Français sont racistes. Cependant, parmi eux, dont certains prétendent faire les boucs émissaires de la crise, la peur augmente à mesure que se multiplient les contrôles, les expulsions, les bavures policières.

Ils ne savent pas qu'ils font partie de ce que les spécialistes appellent « les flux migratoires » et que ces « flux migratoires », aujourd'hui, le gouvernement a décidé de les « inverser ». Ils ne savent pas, mais peut-être s'en doutent-ils, qu'un projet de loi est prêt à être voté, qui rendra leur situation encore plus précaire et légalisera l'arbitraire.

Le livre d'Anne Bragance est beau. Il montre l'itinéraire d'un homme, la réalisation de ses rêves dans un engagement définitif. L'amour et une immense chaleur contenue y sont partout présents : entre chaque ligne, entre chaque mot, à chaque page. Mais ce livre dérange aussi et interpelle ; c'est un rappel à l'ordre, car disait Eluard : « L'injustice, c'est le seul désordre. »

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LES DIX ANS D'EVE

Eve Griliquez est la première femme qui soit devenue membre du jury de l'académie Charles-Cros. Eve a dix ans. Enfin, pas elle, mais son émission : « Libre Parcours variétés », qu'elle présente régulièrement sur France-Culture et qu'on lui laissa même, pendant quelques mois, montrer sur l'écran de F.r. 3. Eve Griliquez, c'est quelqu'un(e) qui, la première, fit passer sur les ondes des chanteurs inconnus, tels que Maxime Le Forestier, Jacques Higelin, François Béranger, Julos Beaucarne, mais aussi des musiciens à leurs débuts, comme François Rabbath ou les Fontanarosa.

Dix ans, ça se fête ! Eve va donc allumer des bougies. En enregistrant en public une émission spéciale le 8 octobre, à 20 h 30, à Paris, au Forum des Halles. Il y aura sur la scène : Anne Sylvestre, Maxime Le Forestier, Catherine Le Forestier, Una Ramos, Alain Sachs, Siegfried Kessler, Patrice Fontanarosa et quelques autres. On pourra les retrouver sur France-Culture, entre 13 h 30 et 14 h, les 16, 23 et 30 octobre.

TOUT SHAKESPEARE

Tout Shakespeare à la télévision française ! Vous avez bien lu : F.r. 3 va prochainement diffuser trente-trois pièces de Shakespeare mises en images par la B.b.c. britannique. Les dates de programmation ne sont pas encore connues, mais cela se fera à raison d'une pièce par mois, le dimanche. Chaque pièce sera présentée en version sous-titrée. Personne ne s'en plaindra.

POLAR BRECHTIEN

Parlant de sa pièce « la Résistible ascension d'Arturo Ui », Bertold Brecht écrivait : « Cette pièce raconte une histoire de gangsters rappelant certains événements que nous connaissons tous. » Trame : dans un Chicago à peine caricaturé, un minable, Arturo, à force de ruse et de compromission, va se retrouver le patron de la cité. Arturo, c'est Hitler, c'est Bokassa, c'est n'importe quel « homme providentiel ». C'est une farce tragique mille fois répétée dans toutes les ornières de l'Histoire. A travers ce « polar » théâtral, grinçant et grotesque, Brecht nous renvoie à la plus sordide des réalités : le fascisme quel qu'il soit. Jacques Echantillon et les Tréteaux du Midi présentent leur version d'« Arturo Ui » au Théâtre de Boulogne-Billancourt, du 5 au 30 octobre : un spectacle noir pour rire jaune.

CHILI AU CŒUR

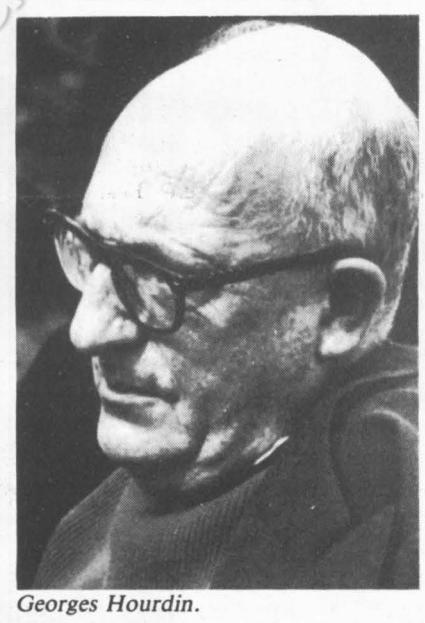
Quelque temps avant sa mort, Pablo Neruda a dit : « Je m'en vais. Mais je m'en vais tranquille : il y a la relève. » Il y a Patricio Manns. Petit-fils d'un communard français exilé qui devint le premier maire socialiste du Chili, Patricio Manns est écrivain, cinéaste et chanteur. Depuis 1975, il vit en France. Il vient de nous donner son premier disque enregistré sur le sol français (il en a laissé quatorze au Chili !) : « Cancion sin limites » (Le Chant du Monde LDX 74698). Il s'installe, à Paris, au Petit Forum du Forum des Halles, chaque soir à 20 h 30, jusqu'au 13 octobre. Il a le Chili au cœur : « Quand je me souviens de mon pays / Un volcan me saigne. »



Mama Béa Tékielski.



« La résistible ascencion d'Arturo Ui ».



Georges Hourdin.

MISTER BOB

C'est l'événement de la rentrée théâtrale : Bob Wilson lui-même vient créer à Villeurbanne, au T.n.p., son nouveau « poème » (le mot convient mieux que « pièce ») : « Edison ». Il le présente chez Roger Planchon du 9 au 13 octobre, puis à Paris, dans le cadre du Festival d'automne, du 24 octobre au 11 novembre. Que sera cette nouvelle quête de l'auteur du « Regard du sourd » ?

« Un opéra fait de menace et de beauté, d'angoisse et d'humour, et conçu pour le centenaire de la découverte de la première ampoule électrique commerciale par Thomas Alva Edison. Un spectacle sur le héros et le culture du héros, sur l'argent et l'ambition, sur La Fayette et Henry Ford (...), sur les Etats-Unis d'Amérique et la façon dont les habitants y vivent et revivent les deux derniers siècles. » Mister Bob va encore faire grincer des dents et couler de l'encre.

BEATITUDE

Pour ceux qui l'aiment, c'est la « Béatitude » : Mama Béa Tékielski chante partout. Sur les radios où elle passe enfin. Chez les disquaires à qui elle vient de livrer deux 33 tours en trois mois : « Visages » (R.c.a. PL 37269) et « Le Chaos » (R.c.a. PL 37322). Sur les routes, qui, pour le seul mois d'octobre, la conduiront à Auxerre le 5, Melun le 6, Cherbourg le 9, Saint-Brieuc le 10, Le Havre le 11, Alençon le 13, Brest le 14 (fête du P.s.), Crozon-Presqu'île le 15 (fête du P.s.), Angers le 16, Châteauroux le 17, Saint-Etienne le 18, Nevers le 19, Montreuil le 20, Aurillac le 26, La Rochelle le 27, La Mothe-Saint-Héray le 28 et Rouen le 30.

FEU SUR LA « NOUVELLE DROITE »

« Faut-il brûler la nouvelle droite ? » C'est le titre provocateur du livre-dossier établi par Julien Brunn pour les Nouvelles Éditions Oswald. En fait, l'auteur étant un journaliste de « Libération », il s'agit surtout d'un dossier d'instruction, suffisamment argumenté pour mener un beau procès. La sentence sera sans appel. Elle est d'ailleurs énoncée clairement dans un autre ouvrage : « Réponse à la nouvelle droite » de Georges Hourdin. Il démasque la « bête immonde » sous ses fards grossiers : biologie et géopolitique de pacotille. Il condamne en un brillant réquisitoire. Achetez les livres de Julien Brunn et de Georges Hourdin : vous saurez tout sur la nouvelle droite sans verser un seul centime de droits d'auteur à Alain de Benoist et autres Louis Pauwels.

EN BREF

* Une nouvelle revue « pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est » : « l'Alternative ». Elle est éditée par François Maspero. Elle coûte 12 F. Jiri Pelikan et Leonid Pliouchtch font partie de son comité de rédaction.

* Marcel Jullian, ex-P.-d.g. d'Antenne 2, remercié plutôt injustement, avait juré de ne plus accepter de grosses responsabilités. Il prendra néanmoins prochainement la direction des éditions Fayard.

* Un auteur russe contemporain, Alexandre Vampilov, sur une scène française : deux de ses pièces, « le Correcteur » et « Vingt Minutes avec un ange », seront jouées au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, du 9 octobre au 10 novembre.

* Le G.m.e.b. (Groupe de musique expérimentale de Bourges) est en tournée au Canada : il donne des concerts à Winnipeg, Toronto, Kingston, Montréal, du 5 au 21 octobre.

* Ouverture d'une nouvelle salle de spectacles à Paris, dans une maison historique : « la Forge » (18-20, rue Royale, 8e). Danse, théâtre et jazz seront à l'affiche du lieu, à partir du 13 octobre.

* Le Centre de création industrielle, installé à Beaubourg, accroche à ses cimaises une exposition intitulée « les Conditions de travail dans l'industrie », jusqu'au 12 novembre.

* S'adressant en priorité aux élèves et aux étudiants, destiné à enseigner « l'anglais à travers les nouvelles », le journal bi-mensuel « Speakeasy » vient de reparaître. Il est édité par les éditions Nathan (9, rue Méchain 75676 Paris Cédex 14). L'abonnement annuel s'élève à 30 F.

* Lyon n'a pas de musée d'art moderne. Une association vient de se constituer pour mettre fin à cette situation. L'association dite « le Nouveau Musée » cherche aide et suggestions. Son adresse : 5, quai Lassagne, 69001 Lyon. Son téléphone : (78) 28.58.68.

* Un centre d'arts celtiques, « Théâtre populaire de Bretagne », vient d'ouvrir ses portes à Paris (4, rue Constance, 18e). On y présente actuellement un « livre d'images » — mime et théâtre : « Barzaz Breiz. »

* Exposition dans le foyer du Théâtre d'Orsay, chez Jean-Louis Barrault. Elle célèbre à la fois le centenaire de Jacques Copeau, le mouvement du Vieux Colombier, l'essor de la N.r.f. et le théâtre en Europe au début du XXe siècle.

* Un nouveau groupe de chanson traditionnelle française vient de naître : « Gallican ». Il débute ces jours sur une scène parisienne : au Croqu'Diamants (12, rue Quincampoix, 4e) du 5 au 11 octobre. Son premier disque sort en même temps chez Arion.

* A soixante-dix ans, pour la première fois de sa vie, Marcel Carné devient acteur : dans un film que tourne Christian Jaque et qui sera présenté en novembre prochain aux Etats-Unis, lors de l'inauguration du musée Marcel Carné de Boston.

* Le Ciné-Club d'Antenne 2 s'américanise pour quelque temps : après l'actuel cycle Humphrey Bogart, Claude-Jean Philippe a prévu un cycle James Cagney et un cycle Bette Davis.

* Cette fois c'est fait : Jean-Claude Simoen a mis la clef sous la porte de sa maison d'éditions et déposé son bilan.

* L'Office culturel régional du Nord-Pas-de-Calais organise à Lille, les 11, 12 et 13 octobre, un colloque sur le thème : « Patrimoine industriel et stratégie pour un avenir. »

Cinéma : un Vietnam de l'esprit

"Apocalypse Now", c'est le Voyage au bout de la nuit américaine

PAR SERGE RICHARD

L'IRRITATION qui peut saisir devant son environnement publicitaire n'y change rien : 1979 restera l'année d'« Apocalypse Now ». Comète solitaire traversant un ciel constellé d'astres de toutes couleurs et de tous horizons ? Hélas, force est bien de reconnaître qu'à un certain niveau sans la production américaine — et pas seulement l'œuvre de Francis Coppola — nos écrans n'auraient que bien peu à nous offrir jusqu'à présent.

Cette production frappe par la richesse de sa diversité. Une demi-douzaine de films américains sortis ces dernières semaines donnent toute l'étendue de la palette (1). A qui, par exemple, donner la palme de l'humour, de la réalisation de Jeremy Kagan ou de celle de Jack Nicholson ? Du premier « The big fix », sous le couvert d'une trame policière tellement vouée au sort de simple prétexte que l'auteur lui-même finit par renoncer à la moindre vraisemblance, vise tout autre chose : nous faire retrouver, en compagnie d'un ancien gauchiste californien devenu un « privé », les ex-leaders des campus des années soixante. C'est drôle sans méchanceté, désabusé sans amertume et très joliment enlevé.

Une telle tendresse

Quant à Nicholson, réalisateur, il s'est sans doute un peu trop évertué à mettre en valeur Nicholson acteur dans « En route vers le sud » : c'est à la limite du cabotinage. Mais là encore un élan irrésistible et joyeux emporte ce western, aussi irrespectueux des canons du genre que « The Big Fix » des règles du film policier.

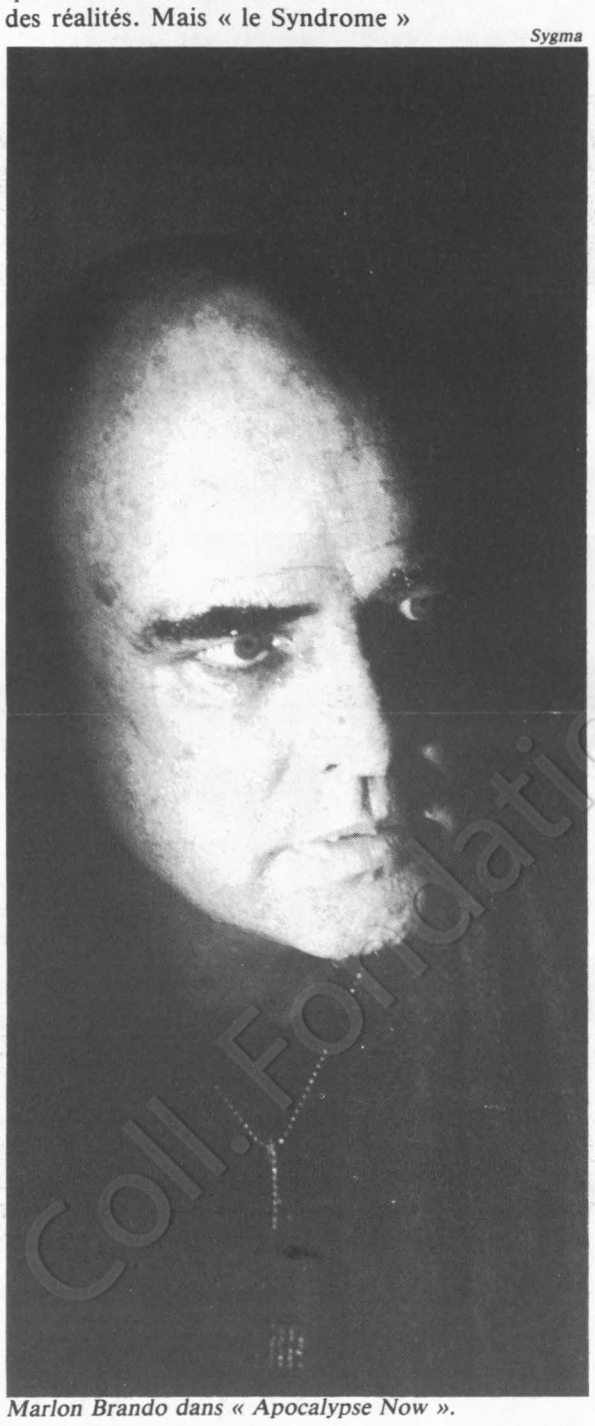
Qu'on comprenne bien : il ne s'agit pas pour autant de caricatures, pas plus que « Folie, folie », de Stanley Donen, ne se ramène à une parodie du cinéma américain des années trente-quarante qu'il veut évoquer. Le vétéran Donen se livre certes aux joies du pastiche avec ces deux films — le double-programme « comme au bon vieux temps » —, où le mélo triomphe tour à tour dans un drame social en noir et blanc, puis dans une très conventionnelle comédie musicale en couleurs. Mais l'auteur de « Chantons sous la pluie » le fait avec une telle tendresse qu'on finit par retrouver l'écho à peine atténué de son chef-d'œuvre de jadis.

C'est au contraire à briser les moules que prétend « Alien ». Cette œuvre, encore plus américaine d'avoir été réalisée par l'Anglais Ridley Scott, a trouvé le moyen de renouveler un genre éternel : le cinéma d'horreur. Tout simplement, elle l'a greffé sur un film de science-fiction. Opération réussie : d'abord par la perfection plastique, mise au service de la violence du sujet ; ensuite, par l'efficacité de la création d'angoisse, d'autant plus forte que « le quelque chose » métamorphique apparaît plus rarement.

C'est également en termes d'efficacité, maître mot du cinéma américain, qu'on peut juger de deux films plus politiques. « La Séduction de Joe Tynan » (« la Vie privée d'un sénateur ») déçoit, sous la signature de Jerry Schatzberg, l'auteur du sublime « Portrait d'une enfant déchue ». N'empêche que, si limitée qu'elle soit par la « bonne volonté libérale » du scénario effaçant le trop noir au profit des insipides histoires de cœur du héros, voilà une assez bonne plongée dans le mécanisme politique des Etats-Unis.

Cet esprit « néo-Capra », c'est-à-dire où le civisme l'emporte toujours finalement, baigne aussi « Le syndrome chinois » de James Bridges. Il a été parlé ici (voir le n° 350 de « l'Unité ») de ce qu'apportait ce film dans le débat sur la sécurité nucléaire : l'affaire des fissures révélée l'autre semaine par les syndicats français prouve que de telles œuvres sensibilisent à des réalités. Mais « le Syndrome »

Sygma



Marlon Brando dans « Apocalypse Now ».

est aussi, peut-être surtout, un film sur les médias. Moins un film contre le nucléaire qu'un film contre le mur de silence dont on — ici le trust, là l'Etat — entoure le nucléaire. Et les plus dramatiques révélations des gentils journalistes du « Syndrome », délivrées du haut des studios et sandwichées entre deux « pubs », ne suffiront pas à remplacer l'information vraie.

La dimension du drame

Ces quelques exemples éclairent assez bien jusqu'où va et jusqu'où ne va pas le cinéma américain. Il serait puéril de réclamer qu'« Alien », par exemple, aille au-delà de sa mise en cause de la société multinationale qui a programmé au mieux de ses intérêts impérialistes la disparition de l'équipage du « Nostromo ». Mais on peut se rallier à l'analyse que donne du phénomène « de la politique au spectacle » notre confrère Jean Domarchi dans un passionnant numéro spécial de la revue « Cinéma d'aujourd'hui » (2) constituant le seul instrument complet sur le cinéma américain a être paru depuis la précédente décennie. Domarchi insiste sur la manière indirecte dont ce cinéma traite de la politique. Mais qu'y a-t-il de moins apolitique, par exemple, que l'usage des technologies modernes ? Elles peuvent aider à abattre l'hypocrisie (Domarchi cite le téléphone des « Hommes du président »), mais aussi favoriser la manipulation (« Nashville », « le Candidat ») et piéger jusqu'à ceux qui croient les maîtriser : ainsi le professionnel des « écoutes » de « Conversation secrète » de Coppola.

Coppola n'arrive pas ici par hasard : c'est lui encore qu'on va retrouver à ce grand tournant que constitue pour les Etats-Unis l'après-Vietnam et son cortège de déchirements moraux. Après divers films sur cette guerre où « il s'agit moins de politique que de comportements... une contribution excellente à l'histoire des mœurs, non à l'histoire de la politique » — pour citer encore l'étude de « Cinéma d'aujourd'hui » — il semble qu'« Apocalypse Now » donne au drame toute sa dimension.



De My-Lai au Goulag

Ne pas s'y méprendre : Coppola plaisante à peine quand il dit, dans une interview, « n'avoir pas fait du tout un film sur le Vietnam ». Et tous ceux qui viendraient y chercher un film réaliste décrivant le conflit indochinois seraient bien déçus. Car l'immense opéra qu'a mis en scène l'auteur d'« Apocalypse Now » prend appui sur cette immense tragédie collective pour retracer un itinéraire à travers ce qu'elle comportait de démence : c'est un film sur la folie. Comme dans « Aguirre » de Werner Herzog — qui a plus d'une ressemblance avec « Apocalypse Now » — on remonte un fleuve. En compagnie ici du capitaine Willard, chargé de retrouver Kurtz, un colonel devenu un dément criminel au fond de la jungle. Mais, au bout du « trip » sur le fleuve allégorique, ce qu'on trouve, c'est la part de folie que chacun porte en soi. Quand la morale a basculé dans le néant, comme pour Kurtz, tout est possible dans l'horreur. On va vite de My-Lai au Goulags et à tous les échantillons de « solutions finales ».

« Plus vous pénétrez dans la jungle et plus vous entrez dans le Vietnam de l'esprit », dit Coppola. « Le merdier vietnamien dans lequel on patauge », « cette guerre conduite par des clowns à quatre étoiles », les messes dites devant les tueries au napalm, l'absurde triomphant (les « bunnies », Wagner, le surfing), tout cela a sa logique terrible : tout le monde devient Kurtz. L'Amérique devient Kurtz.

« Folie rapace »

On s'aperçoit alors que Coppola déclare s'être inspiré, pour le scénario d'« Au cœur des ténèbres » de Joseph Conrad. Et on se souvient que c'est le livre au travers duquel Conrad découvrait, au Congo, la « folie rapace » de l'impérialisme européen. Il suffit de changer les drapeaux...

Il ne s'agit pas de vouloir à toute force « tirer à gauche » Coppola ni même de vouloir pousser « Apocalypse Now » au-delà de ce qu'il est politiquement : un film anti-belliciste et un film sur la mauvaise conscience de l'Amérique. Mais celui qui a été le lucide analyste de la schizophrénie policière (« Conversation secrète ») et l'auteur de ce commentaire sur le pouvoir qu'était « le Parrain » a évidemment ajouté sa griffe, même si « Apocalypse Now » est d'abord et avant tout la plus grande œuvre lyrique réalisée au cinéma depuis « 2001 l'Odyssée de l'espace ».

---

(1) Francis Coppola : Apocalypse Now ; Jeremy Kagan : The Big Fix ; Jack Nicholson : En route vers le sud ; Stanley Donen : Folie, folie ; Ridley Scott : Alien ; James Bridges : le Syndrome chinois ; Jerry Schatzberg : la Vie privée d'un sénateur.

(2) « Actualité du cinéma américain », numéro spécial (n° 14) de « Cinéma d'aujourd'hui », nouvelle formule (38, rue Chanzy, Paris 11e).

Coll. Fondation